



Boulevard Tonnellé  
37044 TOURS Cedex 09



58 rue Rabelais - 37500 Chinon  
T : +33 2 47 98 23 00  
chinon@a2mo.fr



23 rue de Cronstadt – 75015 Paris  
T. +33 1 53 68 93 00 - F. +33 1 53 68 93 11  
aia.architectes.paris@a-i-a.fr



180 rue Origet – 37000 Tours  
T : +33 2 47 31 85 85  
b.poupart@caraty-poupart.com



10 Villa Nieuport – 75013 Paris  
T : +33 40 09 64 24  
cecile.beaudesson@d-et-a.fr



23 rue de Cronstadt - 75015 Paris  
T. +33 1 53 68 93 00 - F. +33 1 53 68 93 11  
[aia.ingenierie.paris@a-i-a.fr](mailto:aia.ingenierie.paris@a-i-a.fr)



3 rue de la Renaissance – 92160 Antony  
contact-ife@tpfi.fr

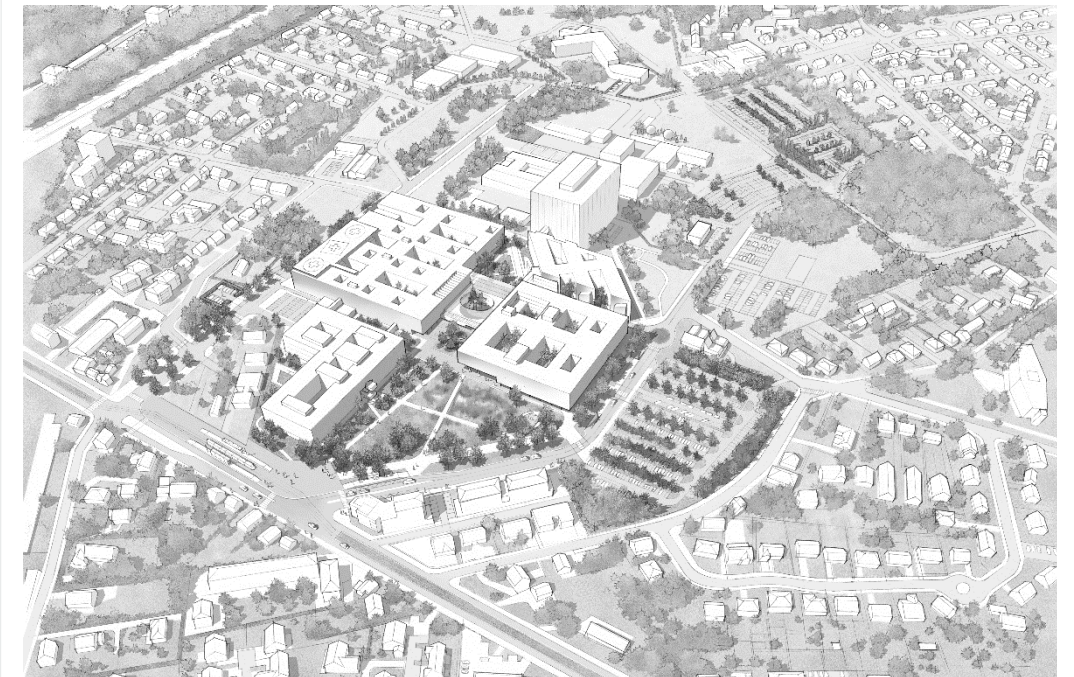


23 rue de Cronstadt - 75015 Paris  
T. +33 1 53 68 93 00 - F. +33 1 53 68 93 11  
aia.environnement.paris@a-i-a.fr

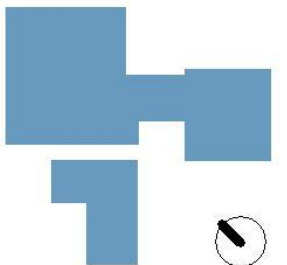


36 rue de Chabrol – 75010 Paris  
[laurence.quichard@locomotion.fr](mailto:laurence.quichard@locomotion.fr)

# CONSTRUCTION DU NOUVEL HÔPITAL TROUSSEAU & NOUVEL HÔPITAL CLOCHEVILLE



## Demande d'autorisation environnementale



A1 – Formulaire cerfa Octobre 2021  
n°15964\*03 de demande  
d'autorisation  
environnementale

Bâtiment	Phase	Numéro	Type doc	Emetteur	Corps d'état	Zone	Niveau	Indice
TPB	AE	2110	NO	TPF	ENV	xxx	xx	A



N° voie		Type de voie	avenue	Nom de voie	de la République
				Lieu-dit ou BP	
Code postal	37170	Localité	Chambray-lès-Tours		
Si le demandeur habite à l'étranger		Pays /		Province/Région /	
N° de téléphone	02 47 47 47 47	Adresse électronique			
<b>3.3 Référent en charge du dossier représentant le pétitionnaire</b>				Madame	<input type="checkbox"/>
				Monsieur	<input checked="" type="checkbox"/>
<i>Cocher la case si coordonnées identiques que celles du pétitionnaire (3.1)</i>					<input type="checkbox"/>
Nom, prénom	Mouchel, Ivy		Raison sociale	Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours	
Service	Services Techniques et du Patrimoine		Fonction	Directeur des Services Techniques et du Patrimoine	
<b>Adresse</b>					
N° voie		Type de voie	avenue	Nom de voie	de la République
				Lieu-dit ou BP	
Code postal	37170	Localité	Chambray-lès-Tours		
N° de téléphone	02 47 47 47 10	Adresse électronique i.mouchel@chu-tours.fr			

Informations obligatoires sur le projet

4.1.1 Description de l’AIOT envisagée, de ses modalités d’exécution et de fonctionnement, des procédés de mise en œuvre, notamment sa nature et son volume [cf projets tels que définis à l'article L.181-1 du code de l’environnemen].

Le projet objet du présent dossier concerne le renouveau hospitalier du site de Trousseau du CHRU de Tours par la construction des bâtiments suivants, sur une emprise d’environ 11 ha : - Nouvel Hôpital Trousseau (NHT) : construction d’un bâtiment d’accueil de patients adultes d’une capacité de 572 lits et 71 places complétées des activités de plateau technique et chirurgicales (77 000 m²), - Nouvel Hôpital Clocheville (NHC) de pédiatrie : construction d’un bâtiment dédié à l’ensemble des activités médicales et chirurgicales pédiatriques (20 500 m²). Sur le site Trousseau, le CHRU couvre une emprise d’environ 38 ha et sa réalisation étant antérieure à 1992, il bénéficie de l’antériorité au titre de la Loi sur l’Eau.

Le projet NHT/NHC constitue la première phase d’une opération plus vaste, nommée Schéma Directeur Immobilier (SDI) qui couvre la totalité du site Trousseau et porte sur une restructuration du CHRU, comportant plusieurs aménagements majeurs réalisés en phases successives, dont seule la première est actée budgétairement et bénéficie d’une description fine. A noter que ce SDI est soumis à étude d’impact au titre de la rubrique 39 de la nomenclature.

L’opération globale s’accompagne d’ouvrages de rétention des eaux pluviales, ayant pour but de compenser l’imperméabilisation supplémentaire induite. Aujourd’hui, seuls les ouvrages du projet NHT/NHC sont connus précisément : 10 bassins de rétention collectant les eaux de ruissellement des voiries, des espaces verts, des parvis et toitures seront créés, afin de contrôler le débit de fuite avant rejet dans le réseau public existant. Le principe de gestion des eaux pluviales pour l’ensemble du SDI sera le même que celui présenté dans le présent dossier, mais le détail des rétentions n’est pas connu à ce jour et fera l’objet de Porter-A-Connaissance successifs.

Se référer à la pièce 0b pour plus de détails.

4.1.2. Description des moyens de suivi et de surveillance :

Se référer à la pièce 0b du dossier.

4.1.3. Description des moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident ainsi que les conditions de remise en état du site après exploitation et, le cas échéant, la nature, l'origine et le volume des eaux utilisées ou affectées :

Se référer à la pièce 0b du dossier.

4.2.1 Activité IOTA

Précisez la ou les rubrique(s) de la nomenclature « loi sur l’eau » dans laquelle ou lesquelles l’installation, l’ouvrage, les travaux ou les activités doivent être rangés :

Numéro des rubriques concernées	Libellés des rubriques	Désignation des seuils ou critères dans lesquels s’inscrit l’IOTA	Régime
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans le sol ou sous-sol	Supérieure ou égale à 20 ha	A
3.3.1.0.	Imperméabilisation, remblais de zones humides	Supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 1 ha	D




4.2.2 Activité ICPE

Précisez la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées dans laquelle ou lesquelles l'installation doit être rangée :

Numéro des rubriques concernées	Libellés des rubriques avec seuil	Désignation des installations avec taille exprimées avec les unités des critères de classement	Régime

4.2.3. Pour les projets, qui ne sont ni des IOTA ni des ICPE, mentionnés au deuxième alinéa du II de l'article [L. 122-1-1](#), lorsque l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation est le préfet, et pour les projets mentionnés au troisième alinéa de ce II :

Précisez la ou les rubrique(s) de la nomenclature relative à évaluation environnementale (annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement) dans laquelle ou lesquelles l'installation doit être rangée :

Signature de la demande

À

Tours

Le

15/10/2021

Signature du demandeur

## Pièces à joindre à la demande d’autorisation environnementale

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre demande, vous pouvez vous renseigner auprès de la préfecture de département.

Le dossier de demande d'autorisation environnementale est adressé au préfet désigné par l'article R. 181-2 en quatre exemplaires papier et sous forme électronique. S'il y a lieu, il est également fourni sous les mêmes formes dans une version dont les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4<sup>3</sup> et au II. de l'article L. 124-5<sup>4</sup> sont occultées *[article R. 181-12 du code de l'environnement]*.  
Chaque dossier est accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre autorisation, parmi celles énumérées ci-dessous.  
Vous devez transmettre tous les documents concernés par votre demande. Le contenu de certaines pièces est détaillé dans l'annexe I.

1) Pièces à joindre pour tous les dossiers :

<b>P.J.<sup>5</sup> n°1.</b> - Un plan de situation du projet, à l'échelle 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur lequel sera indiqué l'emplacement du projet <i>[2° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement]</i>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°2.</b> - Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier (notamment du point 4 du Cerfa et des pièces n°3 et n67) <i>[7° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement]</i>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°3.</b> - Un justificatif de la maîtrise foncière du terrain <i>[3° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement]</i>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°4. – Lorsque le projet est soumis à évaluation environnementale, l'étude d'impact réalisée en application des articles R. 122-2 et R. 122-3 du code de l'environnement <i>[5° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement]</i></b> <a href="#">Se référer à l'annexe I</a>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°5.</b> - Si le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale, l'étude d'incidence proportionnée à l'importance du projet et à son incidence prévisible sur l'environnement au regard des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement <i>[article R. 181-14 du code de l'environnement]</i> <a href="#">Se référer à l'annexe I</a>	<input type="checkbox"/>	
<b>P.J. n° 6 –</b> Si le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale à l'issue de l'examen au cas par cas prévu par l'article R.122-3, la décision correspondante, assortie, le cas échéant, de l'indication par le pétitionnaire des modifications apportées aux caractéristiques et mesures du projet ayant motivé cette décision <i>[6° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°7.</b> - Une note de présentation non technique du projet <i>[8° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement]</i>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°8. (Facultatif)</b> Une synthèse des mesures envisagées, sous forme de propositions de prescriptions de nature à assurer le respect des dispositions des articles L.181-3, L.181-4 et R.181-43 <i>[article R.181-13 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>	

<sup>3</sup>Après avoir apprécié l'intérêt d'une communication, l'autorité publique peut rejeter la demande d'une information relative à l'environnement dont la consultation ou la communication porte atteinte :  
1° Aux intérêts mentionnés aux articles L. 311-5 à L. 311-8 du code des relations entre le public et l'administration, à l'exception de ceux visés au e et au h du 2° de l'article L. 311-5 ;  
2° A la protection de l'environnement auquel elle se rapporte ;  
3° Aux intérêts de la personne physique ayant fourni, sans y être contrainte par une disposition législative ou réglementaire ou par un acte d'une autorité administrative ou juridictionnelle, l'information demandée sans consentir à sa divulgation ;  
4° A la protection des renseignements prévue par l'article 6 de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques.

<sup>4</sup>I.-Lorsqu'une autorité publique est saisie d'une demande portant sur des informations relatives aux facteurs mentionnés au 2° de [l'article L. 124-2](#), elle indique à son auteur, s'il le demande, l'adresse où il peut prendre connaissance des procédés et méthodes utilisés pour l'élaboration des données.  
II.-L'autorité publique ne peut rejeter la demande d'une information relative à des émissions de substances dans l'environnement que dans le cas où sa consultation ou sa communication porte atteinte :  
1° A la conduite de la politique extérieure de la France, à la sécurité publique ou à la défense nationale ;  
2° Au déroulement des procédures juridictionnelles ou à la recherche d'infractions pouvant donner lieu à des sanctions pénales ;  
3° A des droits de propriété intellectuelle.

<sup>5</sup> Pièce jointe

Pièces à joindre à la demande en fonction du projet envisagé

Le dossier de demande est complété par les pièces, documents et informations propres aux activités, installations, ouvrages et travaux prévus par le projet pour lequel l’autorisation est sollicitée ainsi qu’aux espaces et espèces faisant l'objet de mesures de protection auxquels il est susceptible de porter atteinte [article R. 181-15 du code de l'environnement].

2) Pièces à joindre selon la nature ou la situation du projet :		
VOLET 1/. LOI SUR L’EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES		
Lorsque l’autorisation environnementale concerne un projet relevant du 1° de l’article L. 181-1 du code de l’environnement, le dossier de demande est complété par les documents suivants [au titre de l’article D. 181-15-1 du code de l’environnement] :		
I. Lorsqu’il s’agit de stations d’épuration d’une agglomération d’assainissement ou de dispositifs d’assainissement non collectif, la demande comprend également [I. de l’article D. 181-15-1 du code de l’environnement] :		
P.J. n°9. - Une description du système de collecte des eaux usées,[1° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] <a href="#">Se référer à l'annexe I</a>	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°10. - Une description des modalités de traitement des eaux collectées [2° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] <a href="#">Se référer à l'annexe I</a>	<input type="checkbox"/>	
II. Lorsqu’il s’agit de déversoirs d’orage situés sur un système de collecte des eaux usées, la demande comprend également [II. de l’article D. 181-15-1 du code de l’environnement] :		
P.J. n°11. - Une évaluation des charges brutes et des flux de substances polluantes, actuelles et prévisibles, parvenant au déversoir, ainsi que leurs variations, notamment celles dues aux fortes pluies [1° du II. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°12. - Une détermination du niveau d’intensité pluviométrique déclenchant un rejet dans l’environnement ainsi qu’une estimation de la fréquence des événements pluviométriques d’intensité supérieure ou égale à ce niveau [2° du II. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°13. - Une estimation des flux de pollution déversés au milieu récepteur en fonction des évènements pluviométriques retenus en P.J 11. et l’étude de leur impact [3° du II. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>	
III. Lorsqu’il s’agit d’ouvrages mentionnés à la rubrique 3.2.5.0 du tableau de l’article R. 214-1 (barrages de retenue et ouvrages assimilés), la demande comprend également [III. de l’article D. 181-15-1 du code de l’environnement] :		
P.J. n°14. - Le document, mentionné au titre du 2° du I de l’article R. 214-122 [1° du III. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement, en complément des informations prévues au 4° de l'article R. 181-3 du même code] ;	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°15. - Une note décrivant la procédure de première mise en eau conformément aux dispositions du I de l'article R.214-121 [2° du III. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°16. - Une étude de dangers établie conformément à l'article R.214-116 si l'ouvrage est de classe A ou B [3° du III. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ; <a href="#">Se référer à l'annexe I</a>	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°17. - Une note précisant que le porteur de projet disposera des capacités techniques et financières permettant d’assumer ses obligations à compter de l'exécution de l'autorisation environnementale jusqu'à la remise en état du site [4° du III. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	

P.J. n°18. - Lorsque l’ouvrage est construit dans le lit mineur d’un cours d’eau [5° du III. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement, en complément du 7° de l'article R. 181-13] : - l'indication des ouvrages immédiatement à l'aval et à l'amont et ayant une influence hydraulique - le profil en long de la section de cours d'eau ainsi que, s'il y a lieu, de la dérivation - un plan des terrains submergés à la cote de retenue normale - un plan des ouvrages et installations en rivière détaillés au niveau d’un avant-projet sommaire, comprenant, dès lors que nécessaire, les dispositifs assurant la circulation des poissons	<input type="checkbox"/>	
IV. Lorsqu’il s’agit d’ouvrages mentionnés à la rubrique 3.2.6.0 du tableau de l’article R. 214-1 (système d’endiguement, aménagement hydraulique), sous réserve des dispositions du II. de l’article R. 562-14 et du II. de l’article R. 562-19, la demande comprend en outre [IV. de l’article D. 181-15-1 du code de l’environnement] :		
P.J. n°19. - L'estimation de la population de la zone protégée et l'indication du niveau de la protection, au sens de l'article R. 214-119-1, dont bénéficie cette dernière [1° du IV. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement, en complément des informations prévues au 5° de l'article R. 181-13 et à l'article R. 181-14 du même code] ;	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°20. - La liste, le descriptif et la localisation sur une carte à l'échelle appropriée des ouvrages préexistants qui contribuent à la protection du territoire contre les inondations et les submersions ainsi que, lorsque le pétitionnaire n'est pas le propriétaire de ces ouvrages, les justificatifs démontrant qu'il en a la disposition ou a engagé les démarches à cette fin [2° du IV. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°21. - Dans le cas de travaux complémentaires concernant un système d’endiguement existant, au sens de l'article R. 562-13, la liste, le descriptif et la localisation sur une carte à l'échelle appropriée des digues existantes [3° du IV. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°22. - Les études d'avant-projet des ouvrages à modifier ou à construire ou une notice décrivant leur fonctionnalité si ces ouvrages modifiés ou construits concernent des dispositifs de régulation des écoulements hydrauliques [4° du IV. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°23. - L’étude de dangers établie conformément à l'article R. 214-116 du code de l'environnement [5° du IV de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ; <a href="#">Se référer à l'annexe I</a>	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°24. - Le document, mentionné au titre du 2° du I de l'article R. 214-122 [6° du IV. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement, en complément des informations prévues au 4° de l'article R. 181-13 du même code].	<input type="checkbox"/>	
V. Lorsqu’il s’agit d’un plan de gestion établi pour la réalisation d’une opération groupée d’entretien régulier d’un cours d’eau, canal ou plan d’eau prévue par l’article L. 215-15 du code de l’environnement, la demande comprend également [V. de l’article D.181-15-1 du code de l’environnement] :		
P.J. n°25. - La démonstration de la cohérence hydrographique de l'unité d'intervention [1° du V. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°26. - S'il y a lieu, la liste des obstacles naturels ou artificiels, hors ouvrages permanents, préjudiciables à la sécurité des sports nautiques non motorisés [2° du V. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°27. - Le programme pluriannuel d’interventions [3° du V. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°28. - S'il y a lieu, les modalités de traitement des sédiments déplacés, retirés ou remis en suspension dans le cours d'eau [4° du V. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>	
VI. Lorsqu’il s’agit d’installations utilisant l’énergie hydraulique, la demande comprend également [VI. de l’article D. 181-15-1 du code de l’environnement] :		
P.J. n°29. - Avec les justifications techniques nécessaires, le débit maximal dérivé, la hauteur de chute brute maximale, la puissance maximale brute calculée à partir du débit maximal de la dérivation et de la hauteur de chute maximale, et le volume stockable [1° du VI. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement, en complément du 4° de l'article R. 181-13 du même code] ;	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°30. - Une note justifiant les capacités techniques et financières du pétitionnaire et la durée d’autorisation proposée [2° du VI. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°31. - Pour les usines d’une puissance supérieure à 500 kW, les propositions de répartition entre les communes intéressées de la valeur locative de la force motrice de la chute et de ses aménagements [3° du VI. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	



<b>P.J. n°32.</b> - En complément du 7° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement [4° du VI. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :	<input type="checkbox"/>	
- L'indication des ouvrages immédiatement à l'aval et à l'amont et ayant une influence hydraulique, le profil en long de la section de cours d'eau ainsi que, s'il y a lieu, de la dérivation ;	<input type="checkbox"/>	
- Un plan des terrains submergés à la cote de retenue normale ;	<input type="checkbox"/>	
- Un plan des ouvrages et installations en rivière détaillés au niveau d'un avant-projet sommaire, comprenant, dès lors que nécessaire, les dispositifs assurant la circulation des poissons ;	<input type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°33.</b> - Si le projet du pétitionnaire prévoit une ou plusieurs conduites forcées dont les caractéristiques sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement au regard des risques qu'elles présentent, l'étude de dangers établie pour ces ouvrages conformément à l'article R. 214-116 [5° du VI. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]. <a href="#">Se référer à l'annexe</a>	<input type="checkbox"/>	
<b>VII. Lorsque l'autorisation environnementale porte sur les prélèvements d'eau pour l'irrigation en faveur d'un organisme unique, le dossier de demande comprend également [VII. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :</b>		
<b>P.J. n°34.</b> - Le projet du premier plan annuel de répartition prévu au deuxième alinéa de l'article R. 214-31-1 du code de l'environnement, à savoir le projet du premier plan annuel de répartition entre préleveurs irrigants du volume d'eau susceptible d'être prélevé [VII. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>	
<b>VIII. Lorsque l'autorisation environnementale porte sur un projet qui doit être déclaré d'intérêt général dans le cadre de l'article R. 214-88, le dossier de demande est complété par les éléments mentionnés à l'article R. 214-99, à savoir [VIII. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnemen] :</b>		
<b>1. Dans tous les cas [I. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] :</b>		
<b>P.J. n°35.</b> - Un mémoire justifiant l'intérêt général ou l'urgence de l'opération [1° du I. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°36.</b> - Un mémoire explicatif [2° du I. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] <a href="#">Se référer à l'annexe I</a>	<input type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°37.</b> - Un calendrier prévisionnel de réalisation des travaux et d'entretien des ouvrages, des installations ou du milieu qui doit faire l'objet des travaux [3° du I. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>	
<b>2. Dans les cas d'opérations pour lesquelles les personnes qui ont rendu les travaux nécessaires ou qui y trouvent un intérêt sont appelées à participer aux dépenses [III. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] :</b>		
<b>P.J. n°38.</b> - La liste des catégories de personnes publiques ou privées, physiques ou morales appelées à participer à ces dépenses [1° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°39.</b> - La proportion des dépenses dont le pétitionnaire demande la prise en charge par les personnes mentionnées au 1° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement (PJ 32), en ce qui concerne, d'une part, les dépenses d'investissement, d'autre part, les frais d'entretien et d'exploitation des ouvrages ou des installations [2° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°40.</b> - Les critères retenus pour fixer les bases générales de répartition des dépenses prises en charge par les personnes mentionnées en PJ 32. (1° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement) [3° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°41.</b> - Les éléments et les modalités de calcul qui seront utilisés pour déterminer les montants des participations aux dépenses des personnes mentionnées en PJ 32. (1° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement) [4° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°42.</b> - Un plan de situation des biens et des activités concernés par l'opération [5° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	

<b>P.J. n°43.</b> - L'indication de l'organisme qui collectera les participations demandées aux personnes mentionnées en PJ 32. (1° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement), dans le cas où le pétitionnaire ne collecte pas lui-même la totalité de ces participations [6° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>	
<b>IX. Lorsque l'autorisation environnementale porte sur un épandage de boues, le dossier de demande est complété, le cas échéant, par les éléments suivant [IX. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :</b>		
<b>P.J. n°44.</b> - Une étude préalable dont le contenu est précisé à l'article R. 211-37 [IX. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°45.</b> - Un programme prévisionnel d'épandage dans les conditions fixées par l'article R. 211-39 du code de l'environnement [IX. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
<b><u>VOLET 2/. INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)</u></b>		
<b>Lorsque l'autorisation environnementale concerne un projet relevant du 2° de l'article L. 181-1 du code de l'environnement, le dossier de demande est complété par les documents suivants [article D. 181-15-2 du code de l'environnement] :</b>		
<b><u>Pièces à joindre pour tous les dossiers ICPE :</u></b>		
<b>P.J. n°46.</b> - Une description des procédés de fabrication que le pétitionnaire mettra en œuvre, les matières qu'il utilisera, les produits qu'il fabriquera, de manière à apprécier les dangers ou les inconvénients de l'installation [2° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] ; <i>Le cas échéant, le pétitionnaire pourra adresser, en exemplaire unique et sous pli séparé, les informations dont la diffusion lui apparaîtrait de nature à entraîner la divulgation de secrets de fabrication.</i>	<input type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°47.</b> - Une description des capacités techniques et financières mentionnées à l'article L. 181-27 dont le pétitionnaire dispose, ou, lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'autorisation, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation [3° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°48.</b> - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que l'affectation des constructions et terrains avoisinants et le tracé de tous les réseaux enterrés existants. Une échelle réduite peut, à la requête du pétitionnaire, être admise par l'administration [9° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°49.</b> - L'étude de dangers mentionnée à l'article L. 181-25 et définie au III. de l'article D. 181-15-2 [10° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]. Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation. Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation. En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. <a href="#">Se référer à l'annexe I</a>	<input type="checkbox"/>	
<b><u>Pièces complémentaires à joindre selon la nature ou la situation du projet :</u></b>		
<b>I. Lorsque le pétitionnaire requiert l'institution de servitudes d'utilité publique prévues à l'article L.515-8 pour une installation à implanter sur un site nouveau :</b>		
<b>P.J. n°50.-</b> Préciser le périmètre des ces servitudes et les règles souhaitées [1° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] ;		
<b>I. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est destinée au traitement de déchets :</b>		
<b>P.J. n°51.</b> - L'origine géographique prévue des déchets [4° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	

<b>P.J. n°52.</b> - La manière dont le projet est compatible avec les plans prévus aux articles L. 541-11, L. 541-11-1, L. 541-13 du code de l'environnement (les plans nationaux de prévention et de gestion des déchets) et L. 4251-1 du code des collectivités territoriales (le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) <i>[4° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>	
<b>II. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation soumise à quotas d'émission de gaz à effet de serre (installations relevant des articles L. 229-5 et L. 229-6 du code de l'environnement) :</b>		
<b>P.J. n°53.</b> - Une description des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre des gaz à effets de serre <i>[a) du 5° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i> ;	<input type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°54.</b> - Une description des différents sources d'émissions de gaz à effets de serre de l'installation <i>[b) du 5° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i> ;	<input type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°55.</b> - Une description des mesures prises pour quantifier les émissions à travers un plan de surveillance qui réponde aux exigences du règlement prévu à l'article 14 de la directive 2003/87/ CE du 13 octobre 2003 modifiée. Ce plan peut être actualisé par l'exploitant sans avoir à modifier son autorisation <i>[c) du 5° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i> ;	<input type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°56.</b> - Un résumé non technique des informations mentionnées aux a), b) et c) du 5° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement (PJ 48, 49 et 50) <i>[d) du 5° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>	
<b>III. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation IED (installations mentionnées à la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V, et visées à l'annexe I de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles) :</b>		
<b>P.J. n°57.</b> - Le contenu de l'étude d'impact portant sur les meilleures techniques disponibles, doit contenir les compléments prévus à l'article R.515-59 [I. de l'article R. 515-59 du code de l'environnement] <a href="#">Se référer à l'annexe I</a>	<input type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°58.</b> - Une proposition motivée de rubrique principale choisie parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 du code de l'environnement <i>[II. de l'article R. 515-59 du code de l'environnement]</i> ;	<input type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°59.</b> - Une proposition motivée de conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale <i>[II. de l'article R. 515-59 du code de l'environnement]</i> .	<input type="checkbox"/>	
<b>IV. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation soumise à garanties financières pour les installations mentionnées à l'article R. 516-1:</b>		
<b>P.J. n°60.</b> - Le montant des garanties financières exigées à l'article L. 516-1 <i>[8° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i> ;	<input type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°61.</b> - Lorsque le dossier est déposé dans le cadre d'une demande de modification substantielle en application de l'article L. 181-14, l'état de pollution des sols prévu à l'article L. 512-18 du code de l'environnement [1 <sup>er</sup> alinéa du 6° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] ; <a href="#">Se référer à l'annexe I</a>	<input type="checkbox"/>	
<b>V. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation à implanter sur un site nouveau :</b>		
<b>P.J. n°62.</b> - L'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le pétitionnaire, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation <i>[11° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i> ;	<input type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°63.</b> - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation <i>[11° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i> ;	<input type="checkbox"/>	
<i>Ces avis (PJ 57 et 58) sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le pétitionnaire.</i>		

<b>VI. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent :</b>		
<b>P.J. n°64.</b> - Sauf dans le cas d'une révision en cours (P.J. n°68), un document établi par le pétitionnaire justifiant que le projet est conforme, selon le cas, au règlement national d'urbanisme, au plan local d'urbanisme ou au document en tenant lieu ou à la carte communale en vigueur au moment de l'instruction <i>[a) du 12° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°65.</b> - La délibération favorable prévue à l'article L. 515-47 <i>(de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétence en matière de plan local d'urbanisme ou, à défaut, du conseil municipal de la commune concernée)</i> lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale ou une commune a arrêté un projet de plan local d'urbanisme avant la date de dépôt de la demande d'autorisation environnementale et que les installations projetées ne respectent pas la distance d'éloignement mentionnée à l'article L. 515-44 vis-à-vis des zones destinées à l'habitation définies dans le projet de plan local d'urbanisme <i>[b) du 12° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i> ;	<input type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°66.</b> - Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation prévue par les articles L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine [c) du 12° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] <a href="#">Se référer à l'annexe I</a>	<input type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°67.</b> - Lorsque l'implantation des aérogénérateurs est prévue à l'intérieur de la surface définie par la distance minimale d'éloignement précisée par arrêté du ministre chargé des installations classées, une étude des impacts cumulés sur les risques de perturbations des radars météorologiques par les aérogénérateurs implantés en deçà de cette distance. Les modalités de réalisation de cette étude sont précisés par arrêté du ministre chargé des installations classées [d) du 12° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]		
<b>VII. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est mentionnée à l'article R. 516-1 ou à l'article R. 515-101</b>		
<b>P.J. n°68.</b> - Le montant des garanties financières exigées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement <i>[8° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i> .	<input type="checkbox"/>	
<b>VII. Si l'autorisation environnementale ou, le cas échéant, l'autorisation d'urbanisme nécessaire à la réalisation du projet, apparaît manifestement insusceptible d'être délivrée eu égard à l'affectation des sols définie par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu ou la carte communale en vigueur au moment de l'instruction, à moins qu'une procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du document d'urbanisme ayant pour effet de permettre cette délivrance soit engagée :</b>		
<b>P.J. n°69.</b> - La délibération ou l'acte formalisant la procédure d'évolution du plan local d'urbanisme, du document en tenant lieu ou de la carte communale <i>[13° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i> .	<input type="checkbox"/>	
<b>VIII. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une carrière ou une installation de stockage de déchets non inertes résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales :</b>		
<b>P.J. n°70.</b> - Le plan de gestion des déchets d'extraction <i>[14° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i> .	<input type="checkbox"/>	
<b>IX. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation d'une puissance supérieure à 20 MW :</b>		
<b>P.J. n°71.</b> - L'analyse du projet sur la consommation énergétique mentionnée au 3° du II. de l'article R. 122-5 comporte une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid <i>[II. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i> .	<input type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°72.</b> - une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation. Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur. <i>II. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnemen]</i> .	<input type="checkbox"/>	
<b>X. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation de carrières destinées à l'exploitation souterraine de gypse située dans le périmètre d'une forêt de protection telle définie à l'article L. 141-1 du code :</b>		
<b>P.J. n°73.</b> - Une description du gisement sur lequel porte la demande ainsi que les pièces justifiant son intérêt national au regard des documents mentionnés au I de l'article R. 141-38-4.	<input type="checkbox"/>	
<b>P.J. n°74.</b> - L'analyse de la compatibilité de l'opération avec la destination forestière des lieux et des modalités de reconstitution de l'état boisé au terme des travaux.	<input type="checkbox"/>	



<b>P.J. n°75.</b> - Un document attestant que les équipements, constructions, annexes et infrastructures indispensables à l'exploitation souterraine et à la sécurité de celle-ci, seront définis et utilisés de façon à limiter le plus possible l'occupation des parcelles forestières classées.	<div></div>	
<b>P.J. n°76.</b> - Un document décrivant, pour les équipements, constructions, annexes et infrastructures indispensables à l'exploitation souterraine et à la sécurité de celle-ci, les voies d'accès en surface que le pétitionnaire utilisera. En cas d'impossibilité de les établir dans l'emprise des voies ou autres alignements exclus du périmètre de classement ou, à défaut, dans celle des routes forestières ou chemins d'exploitation forestiers, le document justifie de cette impossibilité.	<div></div>	
<div>VOLET 2 bis/. ENREGISTREMENT</div>		
<div>Lorsque le projet nécessite l'enregistrement d'installations mentionnées à article L. 512-7, le dossier de demande comporte : [article D. 181-15-2 bis du code de l'environnement] :</div>		
<b>P.J. n°77.</b> – Un document justifiant du respect des prescriptions applicables à l'installation en vertu du titre Ier du livre V du présent code, notamment les prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées en application du I de l'article L. 512-7, présentant notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions. La demande d'enregistrement indique, le cas échéant, la nature, l'importance et la justification des aménagements aux prescriptions générales mentionnées à l'article L. 512-7 sollicités par l'exploitant.	<div></div>	
<div>VOLET 3/. MODIFICATION D'UNE RÉSERVE NATURELLE</div>		
<div>Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation de modification de l'état ou de l'aspect d'une réserve naturelle nationale ou d'une réserve naturelle classée en Corse par l'État, le dossier est complété par les documents suivants [article D. 181-15-3 du code de l'environnement] :</div>		
<b>P.J. n°78.</b> – Des éléments suffisants permettant d'apprécier les conséquences de l'opération sur l'espace protégé et son environnement mentionnés au 4° du I de l'article R.332-24.	<div></div>	
<div>VOLET 4/. MODIFICATION D'UN SITE CLASSÉ</div>		
<div>Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation de modification de l'état des lieux ou de l'aspect d'un site classé ou en instance de classement, le dossier de demande est complété par les informations et pièces complémentaires suivantes [article D. 181-15-4 du code de l'environnement] :</div>		
<b>P.J. n°79.</b> - Une description générale du site classé ou en instance de classement accompagnée d'un plan de l'état existant [1° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement] ;	<div></div>	
<b>P.J. n°80.</b> - Le plan de situation du projet, mentionné au 2° de l'article R. 181-13 (à l'échelle 1/25 000 ou, à défaut, 1/50 000), précisant le périmètre du site classé ou en instance de classement [2° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement] ;	<div></div>	
<b>P.J. n°81.</b> - Un report des travaux projetés sur le plan cadastral à une échelle appropriée [3° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement] ;	<div></div>	
<b>P.J. n°82.</b> - Un descriptif des travaux en site classé précisant la nature, la destination et les impacts du projet à réaliser accompagné d'un plan du projet et d'une analyse des impacts paysagers du projet [4° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement] ;	<div></div>	
<b>P.J. n°83.</b> - Un plan de masse et des coupes longitudinales adaptées à la nature du projet et à l'échelle du site [5° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement] ;	<div></div>	
<b>P.J. n°84.</b> - La nature et la couleur des matériaux envisagés [6° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement] ;	<div></div>	
<b>P.J. n°85.</b> - Le traitement des clôtures ou aménagements et les éléments de végétation à conserver ou à créer [7° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement] ;	<div></div>	
<b>P.J. n°86.</b> - Des documents photographiques permettant de situer le terrain dans l'environnement proche et si possible dans le paysage lointain (reporter les points et les angles des prises de vue sur le plan de situation) [8° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement] ;	<div></div>	

<b>P.J. n°87.</b> - Des montages larges photographiques ou des dessins permettant d'évaluer dans de bonnes conditions les effets du projet sur le paysage en le situant notamment par rapport à son environnement immédiat et au périmètre du site classé [9° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement].	<div></div>	
<div>VOLET 5/. DÉROGATION « ESPÈCES ET HABITATS PROTÉGÉS »</div>		
<div>Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu de dérogation au titre du 4° de l'article L. 411-2, le dossier de demande est complété par la description [article D. 181-15-5 du code de l'environnement] :</div>		
<b>P.J. n°88.</b> - Des espèces concernées, avec leur nom scientifique et nom commun [1° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement] ;	<div></div>	
<b>P.J. n°89.</b> - Des spécimens de chacune des espèces faisant l'objet de la demande avec une estimation de leur nombre et de leur sexe [2° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement] ;	<div></div>	
<b>P.J. n°90.</b> - De la période ou des dates d'intervention [3° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement] ;	<div></div>	
<b>P.J. n°91.</b> - Des lieux d'intervention [4° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement] ;	<div></div>	
<b>P.J. n°92.</b> - S'il y a lieu, des mesures de réduction ou de compensation mises en œuvre, ayant des conséquences bénéfiques pour les espèces concernées [5° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement] ;	<div></div>	
<b>P.J. n°93.</b> - De la qualification des personnes amenées à intervenir [6° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement] ;	<div></div>	
<b>P.J. n°94.</b> - Du protocole des interventions : modalités techniques et modalités d'enregistrement des données obtenues [7° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement] ;	<div></div>	
<b>P.J. n°95.</b> - Des modalités de compte-rendu des interventions [8° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement] ;	<div></div>	
<div>VOLET 6/. DOSSIER AGRÉMENT OGM</div>		
<div>Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'agrément pour l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés au titre de l'article L. 532-3, le dossier de demande est complété par les informations suivantes [article D. 181-15-6 du code de l'environnement] :</div>		
<b>P.J. n°96.</b> - La nature de l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés que le demandeur se propose d'exercer [1° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement] ;	<div></div>	
<b>P.J. n°97.</b> - Les organismes génétiquement modifiés qui seront utilisés et la classe de confinement dont relève cette utilisation [2° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement] ;	<div></div>	
<b>P.J. n°98.</b> - Le cas échéant, les organismes génétiquement modifiés dont l'utilisation est déjà déclarée ou agréée et la classe de confinement dont celle-ci relève [3° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement] ;	<div></div>	
<b>P.J. n°99.</b> - Le nom du responsable du l'utilisation et ses qualifications [4° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement] ;	<div></div>	
<b>P.J. n°100.</b> - Les capacités financières de la personne privée exploitant une installation relevant d'une classe de confinement 3 ou 4 [5° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement] ;	<div></div>	
<b>P.J. n°101.</b> - Les procédures internes permettant de suspendre provisoirement l'utilisation ou de cesser l'activité [6° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement] ;	<div></div>	



<b>P.J. n°102.</b> - Un dossier technique, dont le contenu est fixé par l'arrêté du 28 mars 2012 relatif au dossier technique demandé pour les utilisations confinées d'organismes génétiquement modifiés prévu aux articles R. 532-6, R. 532-14 et R. 532-26 du code de l'environnement. <i>[7° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement].</i>	<div></div>	
<b>VOLET 7/. DOSSIER AGRÉMENT DÉCHETS</b>		
<b>Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'agrément pour la gestion de déchets prévu à l'article L. 541-22 :</b>		
<b>P.J. n°103.</b> - Le dossier de demande est complété par les informations requises par les articles R. 543-11, R. 543-13, R. 543-35, R. 543-145, R. 543-162 et D. 543-274. <i>[Article D. 181-15-7 du code de l'environnement]</i>	<div></div>	
<b>VOLET 8/. DOSSIER ÉNERGIE</b>		
<b>Lorsque le projet nécessite une autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité au titre de l'article L. 311-1 du code de l'énergie <i>[article D. 181-15-8 du code de l'environnement]</i> :</b>		
<b>P.J. n°104.</b> - : le dossier de demande précise ses caractéristiques <i>[article D. 181-15-8 du code de l'environnement]</i> <a href="#">Se référer à l'annexe I</a>	<div></div>	
<b>VOLET 9/. AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT</b>		
<b>Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation de défrichement, le dossier de demande est complété par les éléments suivants <i>[article D. 181-15-9 du code de l'environnement]</i> :</b>		
<b>P.J. n°105.</b> - Une déclaration indiquant si, à la connaissance du pétitionnaire, les terrains ont été ou non parcourus par un incendie durant les quinze années précédant l'année de la demande. Lorsque le terrain relève du régime forestier, cette déclaration est produite dans les conditions de l'article R. 341-2 du code forestier <i>[1° de l'article D. 181-15-9 du code de l'environnement].</i>	<div></div>	
<b>P.J. n°106.</b> - Sur le plan de situation mentionné au 2° de l'article R. 181-13, la localisation et la superficie de la zone à défricher par parcelle cadastrale et pour la totalité de ces superficies.	<div></div>	
<b>P.J. n°107.</b> - Un extrait du plan cadastral <i>[3° de l'article D. 181-15-9 du code de l'environnement]</i>	<div></div>	

**Autres renseignements**

Informations complémentaires et justificatifs éventuels :

**Engagement du demandeur**

Fait,  
le

**Nom et signature du demandeur**

Vous trouverez ci-dessous, des précisions sur certaines pièces qui sont demandées dans le document Cerfa n° :

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Etude d’impact :

P.J.n°4 Le contenu de l'étude d'impact <sup>6</sup> est proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet, à l'importance et la nature des travaux, installations, ouvrages, ou autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage projetés et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement ou la santé humaine [article R.122-5 du code de l'environnement).	
En application du 2° du II de l'article L. 122-3, l'étude d'impact comporte les éléments suivants, en fonction des caractéristiques spécifiques du projet et du type d'incidences sur l'environnement qu'il est susceptible de produire :	
	Un résumé non technique des informations prévues ci-dessous. Ce résumé peut faire l'objet d'un document indépendant ;
	Une description du projet, y compris en particulier :
	– une description de la localisation du projet ;
	– une description des caractéristiques physiques de l'ensemble du projet, y compris, le cas échéant, des travaux de démolition nécessaires, et des exigences en matière d'utilisation des terres lors des phases de construction et de fonctionnement ;
	– une description des principales caractéristiques de la phase opérationnelle du projet, relatives au procédé de fabrication, à la demande et l'utilisation d'énergie, la nature et les quantités des matériaux et des ressources naturelles utilisés ;
	– une estimation des types et des quantités de résidus et d'émissions attendus, tels que la pollution de l'eau, de l'air, du sol et du sous-sol, le bruit, la vibration, la lumière, la chaleur, la radiation, et des types et des quantités de déchets produits durant les phases de construction et de fonctionnement.
	Pour les installations relevant du titre Ier du livre V du présent code et les installations nucléaires de base mentionnées à l'article L. 593-1, cette description pourra être complétée dans le dossier de demande d'autorisation en application des articles R. 181-13 et suivants et de l'article 8 du décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 modifié relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives ;
	Une description des aspects pertinents de l'état actuel de l'environnement, dénommée “scénario de référence”, et de leur évolution en cas de mise en œuvre du projet ainsi qu'un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet, dans la mesure où les changements naturels par rapport au scénario de référence peuvent être évalués moyennant un effort raisonnable sur la base des informations environnementales et des connaissances scientifiques disponibles ;
	Une description des facteurs mentionnés au III de l'article L. 122-1 susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet : la population, la santé humaine, la biodiversité, les terres, le sol, l'eau, l'air, le climat, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris les aspects architecturaux et archéologiques, et le paysage ;
	Une description des incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement résultant, entre autres :
	- de la construction et de l'existence du projet, y compris, le cas échéant, des travaux de démolition ;
	- de l'utilisation des ressources naturelles, en particulier les terres, le sol, l'eau et la biodiversité, en tenant compte, dans la mesure du possible, de la disponibilité durable de ces ressources ;

	- de l'émission de polluants, du bruit, de la vibration, de la lumière, la chaleur et la radiation, de la création de nuisances et de l'élimination et la valorisation des déchets ;	
	- des risques pour la santé humaine, pour le patrimoine culturel ou pour l'environnement ;	
	- du cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés, en tenant compte le cas échéant des problèmes environnementaux relatifs à l'utilisation des ressources naturelles et des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement susceptibles d'être touchées. Ces projets sont ceux qui, lors du dépôt de l'étude d'impact : – ont fait l'objet d'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R. 181-14 et d'une enquête publique ;  – ont fait l'objet d'une évaluation environnementale au titre du présent code et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.  Sont exclus les projets ayant fait l'objet d'un arrêté mentionnant un délai et devenu caduc, ceux dont la décision d'autorisation est devenue caduque, dont l'enquête publique n'est plus valable ainsi que ceux qui ont été officiellement abandonnés par le maître d'ouvrage ;	
	- des incidences du projet sur le climat et de la vulnérabilité du projet au changement climatique ;	
	- des technologies et des substances utilisées.	
	La description des éventuelles incidences notables sur les facteurs mentionnés au III de l'article L. 122-1 porte sur les effets directs et, le cas échéant, sur les effets indirects secondaires, cumulatifs, transfrontaliers, à court, moyen et long termes, permanents et temporaires, positifs et négatifs du projet ;	
	Une description des incidences négatives notables attendues du projet sur l'environnement qui résultent de la vulnérabilité du projet à des risques d'accidents ou de catastrophes majeurs en rapport avec le projet concerné. Cette description comprend le cas échéant les mesures envisagées pour éviter ou réduire les incidences négatives notables de ces événements sur l'environnement et le détail de la préparation et de la réponse envisagée à ces situations d'urgence ;	
	Une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage, en fonction du projet proposé et de ses caractéristiques spécifiques, et une indication des principales raisons du choix effectué, notamment une comparaison des incidences sur l'environnement et la santé humaine ;	
	Les mesures prévues par le maître de l'ouvrage pour : – éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et réduire les effets n'ayant pu être évités ;  – compenser, lorsque cela est possible, les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, le maître d'ouvrage justifie cette impossibilité.  La description de ces mesures doit être accompagnée de l'estimation des dépenses correspondantes, de l'exposé des effets attendus de ces mesures à l'égard des impacts du projet sur les éléments mentionnés au 5° ; Le cas échéant, les modalités de suivi des mesures d'évitement, de réduction et de compensation proposées ;	
	Une description des méthodes de prévision ou des éléments probants utilisés pour identifier et évaluer les incidences notables sur l'environnement ;	
	Les noms, qualités et qualifications du ou des experts qui ont préparé l'étude d'impact et les études ayant contribué à sa réalisation ;	
	Lorsque certains des éléments requis ci-dessus figurent dans l'étude de maîtrise des risques pour les installations nucléaires de base ou dans l'étude des dangers pour les installations classées pour la protection de l'environnement, il en est fait état dans l'étude d'impact.	
	Pour les infrastructures de transport visées aux 5° à 9° du tableau annexé à l'article R. 122-2, l'étude d'impact comprend, en outre : – une analyse des conséquences prévisibles du projet sur le développement éventuel de l'urbanisation ; – une analyse des enjeux écologiques et des risques potentiels liés aux aménagements fonciers, agricoles et forestiers portant notamment sur la consommation des espaces agricoles, naturels ou forestiers induits par le projet, en fonction de l'ampleur des travaux prévisibles et de la sensibilité des milieux concernés ; – une analyse des coûts collectifs des pollutions et nuisances et des avantages induits pour la collectivité. Cette analyse comprendra les principaux résultats commentés de l'analyse socio-économique lorsqu'elle est requise par l'article L. 1511-2 du code des transports ; – une évaluation des consommations énergétiques résultant de l'exploitation du projet, notamment du fait des déplacements qu'elle entraîne ou permet d'éviter ; – une description des hypothèses de trafic, des conditions de circulation et des méthodes de calcul utilisées pour les évaluer et en étudier les conséquences.  Elle indique également les principes des mesures de protection contre les nuisances sonores qui seront mis en œuvre en application des dispositions des articles R. 571-44 à R. 571-52.	
	Pour les installations, ouvrages, travaux et aménagements relevant du titre Ier du livre II et faisant l'objet d'une évaluation environnementale, l'étude d'impact contient les éléments mentionnés au II de l'article R. 181-14.	
	Pour les projets soumis à une étude d'incidences en application des dispositions du chapitre IV du titre Ier du livre IV, le formulaire d'examen au cas par cas tient lieu d'évaluation des incidences Natura 2000 lorsqu'il permet d'établir	

<sup>6</sup> Afin de veiller à l'exhaustivité et à la qualité de l'étude d'impact, le maître d'ouvrage s'assure que celle-ci est préparée par des experts compétents



	<b>l'absence d'incidence sur tout site Natura 2000. S'il apparaît après examen au cas par cas que le projet est susceptible d'avoir des incidences significatives sur un ou plusieurs sites Natura 2000 ou si le projet est soumis à évaluation des incidences systématique en application des dispositions précitées, le maître d'ouvrage fournit les éléments exigés par l'article R. 414-23. L'étude d'impact tient lieu d'évaluation des incidences Natura 2000 si elle contient les éléments exigés par l'article R. 414-23.</b>
	<b>Pour les installations classées pour la protection de l'environnement relevant du titre Ier du livre V du présent code et les installations nucléaires de base relevant du titre IX du livre V du code de l'environnement susmentionnée, le contenu de l'étude d'impact est précisé et complété en tant que de besoin conformément au II de l'article D. 181-15-2 du présent code et à l'article 9 du décret du 2 novembre 2007 susmentionné.</b>
	<b>Pour les installations de stockage des déchets, l'étude d'impact indique les techniques envisageables destinées à permettre une éventuelle reprise des déchets dans le cas où aucune autre technique ne peut être mise en œuvre conformément aux dispositions de l'article L.541-25 du code de l'environnement.</b>
	<b>Afin de veiller à l'exhaustivité et à la qualité de l'étude d'impact :</b> <b>- le maître d'ouvrage s'assure que celle-ci est préparée par des experts compétents ;</b> <b>- l'autorité compétente veille à disposer d'une expertise suffisante pour examiner l'étude d'impact ou recourt si besoin à une telle expertise ;</b> <b>- si nécessaire, l'autorité compétente demande au maître d'ouvrage des informations supplémentaires à celles fournies dans l'étude d'impact, mentionnées au II et directement utiles à l'élaboration et à la motivation de sa décision sur les incidences notables du projet sur l'environnement prévue au I de l'article L. 122-1-1.</b>

**Etude d'incidence :**

	<b>P.J. n°5. - Si le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale, le dossier comportera une étude d'incidence environnementale proportionnée à l'importance du projet et à son incidence prévisible sur l'environnement au regard des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement [article R. 181-14 du code de l'environnement]</b> <b>L'étude d'incidence environnementale comporte :</b>
	La description de l'état actuel du site sur lequel le projet doit être réalisé et de son environnement [1° du I. de l'article R. 181-14 du code de l'environnement] ;
	Les incidences directes et indirectes, temporaires et permanentes du projet, sur les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, eu égard à ses caractéristiques et à la sensibilité de son environnement [2° du I. de l'article R. 181-14 du code de l'environnement] ;
	Les mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement et la santé, les compenser s'ils ne peuvent être évités ou réduits et, s'il n'est pas possible de les compenser la justification de cette impossibilité [3° du I. de l'article R.181-14 du code de l'environnement] ;
	Les mesures de suivi [4° du I. de l'article 181-14 du code de l'environnement] ;
	Les conditions de remise en état du site après exploitation [5° du I. de l'article R. 181-14 du code de l'environnement] ;
	Un résumé non technique [6° du I. de l'article R. 181-14 du code de l'environnement] ;
	Lorsque le projet est susceptible d'affecter des intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, l'étude d'incidence environnementale : [II. de l'article R. 181-14 du code de l'environnement] :
	- porte sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, en tenant compte des variations saisonnières et climatiques. Elle précise les raisons pour lesquelles le projet a été retenu parmi les alternatives au regard de ces enjeux ;
	elle justifie, le cas échéant, de la compatibilité du projet avec :
	<div><div></div><div>* le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux,</div></div>
	<div><div></div><div>* les dispositions du plan de gestion des risques d'inondation mentionné à l'article L. 566-7,</div></div>
	- elle justifie de la contribution du projet à la réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 211-1 ainsi que des objectifs de qualité des eaux prévus par l'article D. 211-10.
	Lorsque le projet est susceptible d'affecter un ou des sites Natura 2000, l'étude d'incidence environnementale comporte l'évaluation au regard des objectifs de conservation de ces sites dont le contenu est défini à l'article R. 414-23 du code de l'environnement [III. de l'article R. 181-14 du code de l'environnement].

**2) Pièces à joindre selon la nature ou la situation du projet :**

**VOLET 1/. LOI SUR L’EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES**

<b>P.J. n°9. - Une description du système de collecte des eaux usées, comprenant [1° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :</b>	
	Une description de la zone desservie par le système de collecte et les conditions de raccordement des immeubles desservis, ainsi que les déversements d'eaux usées non domestiques existants, faisant apparaître, lorsqu'il s'agit d'une agglomération d'assainissement, le nom des communes qui la constituent et sa délimitation cartographique [a] du 1° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;
	Une présentation de ses performances et des équipements destinés à limiter la variation des charges entrant dans la station d'épuration ou le dispositif d'assainissement non collectif [b] du 1° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;
	L'évaluation des charges brutes et des flux de substances polluantes, actuelles et prévisibles, à collecter, ainsi que leurs variations, notamment les variations saisonnières et celles dues à de fortes pluies [c] du 1° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;
	Le calendrier de mise en œuvre du système de collecte [d] du 1° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement].

<b>P.J. n°10. Une description des modalités de traitement des eaux collectées indiquant [2° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :</b>	
	Les objectifs de traitement retenus compte tenu des obligations réglementaires et des objectifs de qualité des eaux réceptrices [a] du 2° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;
	Les valeurs limites des pluies en deçà desquelles ces objectifs peuvent être garantis à tout moment [b] du 2° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;
	La capacité maximale journalière de traitement de la station pour laquelle les performances d'épuration peuvent être garanties hors périodes inhabituelles, pour les différentes formes de pollutions traitées, notamment pour la demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO5) [c] du 2° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;
	La localisation de la station d'épuration ou du dispositif d'assainissement non collectif et du point de rejet, et les caractéristiques des eaux réceptrices des eaux usées épurées [d] du 2° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;
	Le calendrier de mise en œuvre des ouvrages de traitement [e] du 2° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;
	Les modalités prévues d'élimination des sous-produits issus de l'entretien du système de collecte des eaux usées et du fonctionnement de la station d'épuration ou du dispositif d'assainissement non collectif [f] du 2° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement].

**Etudes de dangers :**

**Barrages de retenue et ouvrages assimilés :**

<b>P.J. n°16. - Une étude de dangers établie conformément à l'article R. 214-116 si l'ouvrage est de classe A ou B [3° du III. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]] :</b>	
--	--

	Une explication des risques pris en compte, le détail des mesures aptes à les réduire et une précision des risques résiduels une fois mises en œuvre les mesures précitées ; elle prend notamment en considération les risques liés aux crues, aux séismes, aux glissements de terrain, aux chutes de blocs et aux avalanches ainsi que les conséquences d'une rupture des ouvrage ; elle prend également en compte des événements de gravité moindre mais de probabilité plus importante tels les accidents et incidents liés à l'exploitation de l'aménagement. [ <i>I. de l'article R214-116 du code de l'environnement</i> ] ;	
	Un diagnostic exhaustif de l'état des ouvrages, réalisé conformément à une procédure adaptée à la situation des ouvrages et de la retenue dont la description est transmise au préfet au moins six mois avant la réalisation de ce diagnostic. L'étude évalue les conséquences des dégradations constatées sur la sécurité ;	
	Un résumé non technique présentant la probabilité, la cinétique et les zones d'effets des accidents potentiels ;	
	Une cartographie des zones de risques significatifs ;	
	Lorsqu'il s'agit d'une construction ou de la reconstruction d'un barrage de classe A, une démonstration de l'absence de risques pour la sécurité publique en cas de survenue d'une crue dont la probabilité d'occurrence annuelle est de 1/3 000 au cours de l'une quelconque des phases du chantier.	

**Système d’endiguement, aménagement hydraulique :**

	<b>P.J. n°23.</b> - Une étude de dangers dont le contenu est précisé à l'article R. 214-116 du code de l'environnement et portant sur la totalité.des ouvrages composant le système d'endiguement ou l'aménagement hydraulique : [5° du IV. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]] :	
	Une présentation de la zone protégée sous une forme cartographique appropriée. L'étude de danger définit les crues des cours d'eau, les submersions marines et tout autre événement naturel dangereux contre lesquels le système ou l'aménagement apporte une protection. [ <i>III . de l'article R214-116 du code de l'environnement</i> ] ;	
	Lorsqu'il s'agit d'un système d'endiguement, un diagnostic approfondi de l'état des ouvrages ; l'étude de danger prend en compte le comportement des éléments naturels situés entre des tronçons de digues ou à l'extrémité d'une digue ou d'un ouvrage composant le système ;	
	La justification que les ouvrages sont adaptés à la protection annoncée et qu'il en va de même de leur entretien et de leur surveillance ;	
	L'indication des dangers encourus par les personnes en cas de crues ou submersions dépassant le niveau de protection assuré ainsi que les moyens du gestionnaire pour anticiper ces événements et, lorsque ceux-ci surviennent, alerter les autorités compétentes pour intervenir et les informer pour contribuer à l'efficacité de leur intervention ;	
	Un résumé non technique de l'étude de danger qui décrit succinctement les événements contre lesquels le système apporte une protection, précise le cas échéant les limites de cette protection et présente la cartographie de la zone protégée ;	
	Tout autre élément permettant de préciser le contenu de l'étude de danger conformément à l'arrêté du 7 avril 2017 définissant le plan de l'étude de dangers des digues organisées en système d'endiguement et des autres ouvrages conçus ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions.	

**Installations utilisant de l’énergie hydraulique :**

	<b>P.J. n°33.</b> - Une étude de dangers dont le contenu est précisé à l'article R. 214-116 du code de l'environnement , si le projet du pétitionnaire prévoit une ou plusieurs conduites forcées dont les caractéristiques sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement au regard des risques qu'elles présentent: [5° du VI. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]] :	
	Une explication des risques pris en compte, le détail des mesures aptes à les réduire et une précision des risques résiduels une fois mises en œuvre les mesures précitées ; elle prend notamment en considération les risques liés aux crues, aux séismes, aux glissements de terrain, aux chutes de blocs et aux avalanches ainsi que les conséquences d'une rupture des ouvrage ; elle prend également en compte des événements de gravité moindre mais de probabilité plus importante tels les accidents et incidents liés à l'exploitation de l'aménagement. [ <i>I. de l'article R214-116 du code de l'environnement</i> ] ;	
	Un diagnostic exhaustif de l'état des ouvrages, réalisé conformément à une procédure adaptée à la situation des ouvrages et de la retenue dont la description est transmise au préfet au moins six mois avant la réalisation de ce diagnostic. L'étude évalue les conséquences des dégradations constatées sur la sécurité ;	
	Un résumé non technique présentant la probabilité, la cinétique et les zones d'effets des accidents potentiels;	
	Une cartographie des zones de risques significatifs ;	
	Tout autre élément permettant de préciser le contenu de l'étude de danger conformément à l'arrêté ministériel définissant le contenu et le plan de l'étude de dangers des conduites forcées.	

**Déclaration d’intérêt général :**

	<b>P.J. n°36.</b> - Un mémoire explicatif présentant de façon détaillée [2° du I. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] :	
	Une estimation des investissements par catégorie de travaux, d'ouvrages ou d'installations [a) du 2° du I. de l'article R214-99 du code de l'environnement] ;	
	Les modalités d'entretien ou d'exploitation des ouvrages, des installations ou du milieu qui doivent faire l'objet des travaux ainsi qu'une estimation des dépenses correspondantes [b) du 2° du I. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] ;	
	Un calendrier prévisionnel de réalisation des travaux et d'entretien des ouvrages, des installations ou du milieu qui doit faire l'objet des travaux.	



- **INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT (ICPE)**

**P.J. n°49.** - L'étude de dangers<sup>7</sup> mentionnée à l'article L. 181-25 et définie au III. de l'article D. 181-15-2 doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement [*III de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement*] :

- Une explication des risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation [article L.181-25 du code de l'environnement] ;
- Une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite [article L.181-25 du code de l'environnement] ;
- Une définition et une justification des mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents [article L.181-25 du code de l'environnement] ;
- Une justification que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation [III de l'article D.181-15-2 du code de l'environnement] ;
- La nature et l'organisation des moyens de secours dont le pétitionnaire dispose ou dont il s'est assuré le concours en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre [III de l'article D.181-15-2 du code de l'environnement] ;
- Un résumé non technique explicitant la probabilité et la cinétique des accidents potentiels, ainsi qu'une cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs [III de l'article D.181-15-2 du code de l'environnement] ;

**Établissement SEVESO :**  
Pour les installations susceptibles de créer des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, l'étude de dangers doit [article R.515-90 du code de l'environnement] :

- justifier que l'exploitant met en œuvre les mesures de maîtrise des risques internes à l'établissement dans des conditions économiques acceptables, c'est-à-dire celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, soit pour la sécurité globale de l'installation, soit pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;
- démontrer qu'une politique de prévention des accidents majeurs telle que mentionnée à l'article L. 515-33 est mise en œuvre de façon appropriée ;

**Établissement SEVESO seuil haut :**  
Pour les installations présentant des dangers particulièrement importants pour la sécurité et la santé des populations voisines et pour l'environnement, l'étude de dangers :

<sup>7</sup> Les dispositions de l'article D.181-15-2 prévoient notamment que : « Le ministre chargé des installations classées peut préciser les critères techniques et méthodologiques à prendre en compte pour l'établissement de l'étude de dangers, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5.

Pour certaines catégories d'installations impliquant l'utilisation, la fabrication ou le stockage de substances dangereuses, le ministre chargé des installations classées peut préciser, par arrêté pris en application de l'article L. 512-5, le contenu de l'étude de dangers portant, notamment, sur les mesures d'organisation et de gestion propres à réduire la probabilité et les effets d'un accident majeur. »

- démontre qu'a été établi un plan d'opération interne et qu'a été mis en œuvre un système de gestion de la sécurité de façon appropriée [I de l'article R.515-98 du code de l'environnement] ;
- est accompagnée d'un résumé non technique qui comprend au moins des informations générales sur les risques liés aux accidents majeurs et sur les effets potentiels sur la santé publique et l'environnement en cas d'accident majeur [II de l'article R.515-98 du code de l'environnement] ;
- dans le cas des installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8, le pétitionnaire doit fournir les éléments indispensables pour l'élaboration par les autorités publiques d'un plan particulier d'intervention [III de l'article D.181-15-2 du code de l'environnement].

**Installation IED :**

**P.J. n°57.** - Le contenu de l'étude d'impact portant sur les meilleures techniques disponibles *présentant [I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement]* :

- La description des mesures prévues pour l'application des meilleures techniques disponibles prévue à l'article L. 515-28. Cette description complète la description des mesures réductrices et compensatoires mentionnées au 2° du II à l'article R. 512-8.  
**Cette description comprend une comparaison<sup>8</sup> du fonctionnement de l'installation avec :**
  - les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles mentionnées à l'article L. 515-28 et au I de [l'article R. 515-62](#) ;
  - les meilleures techniques disponibles figurant au sein des documents de référence sur les meilleures techniques disponibles adoptés par la Commission européenne avant le 7 janvier 2013 mentionnés à l'article R. 515-64 en l'absence de conclusions sur les meilleures techniques disponibles mentionnées au I de l'article R. 515-62.

- L'évaluation prévue à l'article R. 515-68 lorsque l'exploitant demande à bénéficier de cet article ;

- Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation<sup>9</sup>.
- Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation et contient au minimum :

<sup>8</sup> Cette comparaison positionne les niveaux des rejets par rapport aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles figurant dans les conclusions sur les MTD et les Brefs (documents de référence sur les meilleures techniques disponibles adoptés par la Commission européenne avant le 7 janvier 2013

Alinéas 6 et 7 du 1° du I de l'article R.515-59 : « Si l'exploitant souhaite que les prescriptions de l'autorisation soient fixées sur la base d'une meilleure technique disponible qui n'est décrite dans aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables, cette description est complétée par une proposition de meilleure technique disponible et par une justification de cette proposition en accordant une attention particulière aux critères fixés par l'arrêté du ministre chargé des installations classées prévu aux articles R. 515-62 et R. 515-63.

Lorsque l'activité ou le type de procédé de production utilisé n'est couvert par aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou si ces conclusions ne prennent pas en considération toutes les incidences possibles de l'activité ou du procédé utilisé sur l'environnement, cette description propose une meilleure technique disponible et une justification de cette proposition en accordant une attention particulière aux critères fixés par l'arrêté du ministre chargé des installations classées prévu aux articles R. 515-62 et R. 515-63. »

<sup>9</sup> Un arrêté du ministre chargé des installations classées précise les conditions d'application du présent 3° et le contenu de ce rapport

	- des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;	
	- des informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges mentionnés à la pièce jointe n°57.3.	

**Garanties financières :**

<b>P.J. n°61.</b> - Lorsque le dossier est déposé dans le cadre d'une demande de modification substantielle en application de l'article L. 181-14, l'état de pollution de pollution des sols prévu à l'article L. 512-18 du code de l'environnement [1 <sup>er</sup> alinéa du 6° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement].		
Lorsque cet état de pollution des sols met en évidence une pollution présentant des dangers ou inconvénients pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques ou de nature à porter atteinte aux autres intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, le pétitionnaire propose <i>[6° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i> :		
	- Soit les mesures de nature à éviter, réduire ou compenser cette pollution ainsi que le calendrier correspondant qu'il entend mettre en œuvre pour appliquer ces mesures ;	
	- Soit le programme des études nécessaires à la définition de telles mesures.	

**Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent :**

<b>P.J. n°66.</b> - Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation prévue par les articles L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine <i>[c) du 12° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i> :		
	- Une notice de présentation des travaux envisagés indiquant les matériaux utilisés et les modes d'exécution des travaux ;	
	- Le plan de situation du projet, mentionné à l'article R. 181-13, qui précise le périmètre du site patrimonial remarquable ou des abords de monuments historiques ;	
	- Un plan de masse faisant apparaître les constructions, les clôtures et les éléments paysagers existants et projetés ;	
	- Deux documents photographiques permettant de situer le terrain respectivement dans l'environnement proche et le paysage lointain ;	
	- Des montages larges photographiques ou des dessins permettant d'évaluer dans de bonnes conditions les effets du projet sur le paysage en le situant notamment par rapport à son environnement immédiat et au périmètre du site patrimonial remarquable ou des abords de monuments historiques.	

- **DOSSIER ÉNERGIE**

<b>P.J. n°104.</b> - Une description des caractéristiques du projet comportant notamment les éléments suivants <i>[article D. 181-15-8 du code de l'environnement]</i> :		
	- la capacité de production du projet ;	
	- les techniques utilisées ;	
	- les rendements énergétiques.	



Annexe II : Renseignements à fournir dans le cadre  
d'une demande d'autorisation environnementale  
formulée par plusieurs pétitionnaires



N° 15964\*01

Pour une demande d'autorisation environnementale formulée par plusieurs pétitionnaires, vous trouverez ci-dessous des cadres supplémentaires :

Identification du demandeur (remplir le 3.1.a pour un particulier, remplir le 3.1.b pour une entreprise)

3.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame☐

Monsieur☐

Nom, prénom

Date de naissance

Lieu de naissance

Pays

3.1.b Personne morale (vous êtes une entreprise)

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET263 700 189 00016

Forme juridique

3.2 Adresse

N° voie

Type de voieavenue

Nom de voiede la République

Lieu-dit ou BP

Code postal37170

LocalitéChambray-lès-Tours

Si le demandeur habite à l'étranger

Pays

Province/Région /

N° de téléphone02 47 47 47 47

Adresse électronique

3.3 Référent en charge du dossier représentant le pétitionnaire

Madame☐

Monsieur☐

Cocher la case si coordonnées identiques que celles du pétitionnaire (3.1)

☐

Nom, prénomMouchel, Ivy

Raison sociale

ServiceServices Techniques et du Patrimoine

Fonction

Adresse

N° voie

Type de voieavenue

Nom de voiede la République

Lieu-dit ou BP

Code postal37170

LocalitéChambray-lès-Tours

N° de téléphone02 47 47 47 10

Adresse électroniquei.mouchel@chu-tours.fr

Identification du demandeur (remplir le 3.1.a pour un particulier, remplir le 3.1.b pour une entreprise)

3.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame☐

Monsieur☐

Nom, prénom

Date de naissance

Lieu de naissance

Pays

3.1.b Personne morale (vous êtes une entreprise)

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Forme juridique

3.2 Adresse

N° voie

Type de voie

Nom de voie

Lieu-dit ou BP

Code postal

Localité

N° de téléphone

Adresse électronique

N° voie

Type de voie

Nom de voie

Lieu-dit ou BP

Code postal

Localité

Si le demandeur habite à l'étranger

Pays

Province/Région

N° de téléphone

Adresse électronique

3.3 Référent en charge du dossier représentant le pétitionnaire

Madame☐

Monsieur☐

Cocher la case si coordonnées identiques que celles du pétitionnaire (3.1)

☐

Nom, prénom

Raison sociale

Service

Fonction

Adresse

N° voie

Type de voie

Nom de voie

Lieu-dit ou BP

Code postal

Localité

N° de téléphone

Adresse électronique

Identification du demandeur (remplir le 3.1.a pour un particulier, remplir le 3.1.b pour une entreprise)

3.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame☐

Monsieur☐

Nom, prénom

Date de naissance

Lieu de naissance

Pays

3.1.b Personne morale (vous êtes une entreprise)

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Forme juridique

3.2 Adresse

N° voie

Type de voie

Nom de voie

Lieu-dit ou BP

Code postal

Localité

Si le demandeur habite à l'étranger

Pays

Province/Région

N° de téléphone

Adresse électronique

3.3 Référent en charge du dossier représentant le pétitionnaire

Madame☐

Monsieur☐

Cocher la case si coordonnées identiques que celles du pétitionnaire (3.1)

☐

Nom, prénom

Raison sociale

Service

Fonction

Adresse

N° voie

Type de voie

Nom de voie

Lieu-dit ou BP

Code postal

Localité

N° de téléphone

Adresse électronique

27 sur 29

28 sur 29

Identification du demandeur (remplir le 3.1.a pour un particulier, remplir le 3.1.b pour une entreprise)

3.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :		Madame	<input type="checkbox"/>	Monsieur	<input type="checkbox"/>
Nom, prénom			Date de naissance		
Lieu de naissance			Pays		
3.1.b Personne morale (vous êtes une entreprise)					
Dénomination			Raison sociale		
N° SIRET			Forme juridique		
3.2 Adresse					
N° voie		Type de voie		Nom de voie	
			Lieu-dit ou BP		
Code postal		Localité			
Si le demandeur habite à l'étranger	Pays		Province/Région		
N° de téléphone		Adresse électronique			
3.3 Référent en charge du dossier représentant le pétitionnaire		Madame	<input type="checkbox"/>	Monsieur	<input type="checkbox"/>
Cocher la case si coordonnées identiques que celles du pétitionnaire (3.1)		<input type="checkbox"/>			
Nom, prénom			Raison sociale		
Service			Fonction		
Adresse					
N° voie		Type de voie		Nom de voie	
			Lieu-dit ou BP		
Code postal		Localité			
N° de téléphone		Adresse électronique			





Boulevard Tonnelé  
37044 TOURS Cedex 09



58 rue Rabelais - 37500 Chinon  
T : +33 2 47 98 23 00  
chinon@a2mo.fr



ARCHITECTES

23 rue de Cronstadt – 75015 Paris  
T. +33 1 53 68 93 00 - F. +33 1 53 68 93 11  
aia.architectes.paris@a-i-a.fr



AGENCE CARATY & POUPART LAFARGE  
ARCHITECTES

180 rue Origet – 37000 Tours  
T : +33 2 47 31 85 85  
b.poupart@caraty-poupart.com



architecture  
urbanisme  
infrastructure  
paysage

10 Villa Nieuport – 75013 Paris  
T : +33 40 09 64 24  
cecile.beaudesson@d-et-a.fr



INGENIERIE

23 rue de Cronstadt - 75015 Paris  
T. +33 1 53 68 93 00 - F. +33 1 53 68 93 11  
[aia.ingenierie.paris@a-i-a.fr](mailto:aia.ingenierie.paris@a-i-a.fr)



3 rue de la Renaissance – 92160 Antony  
contact-ife@tpfi.fr



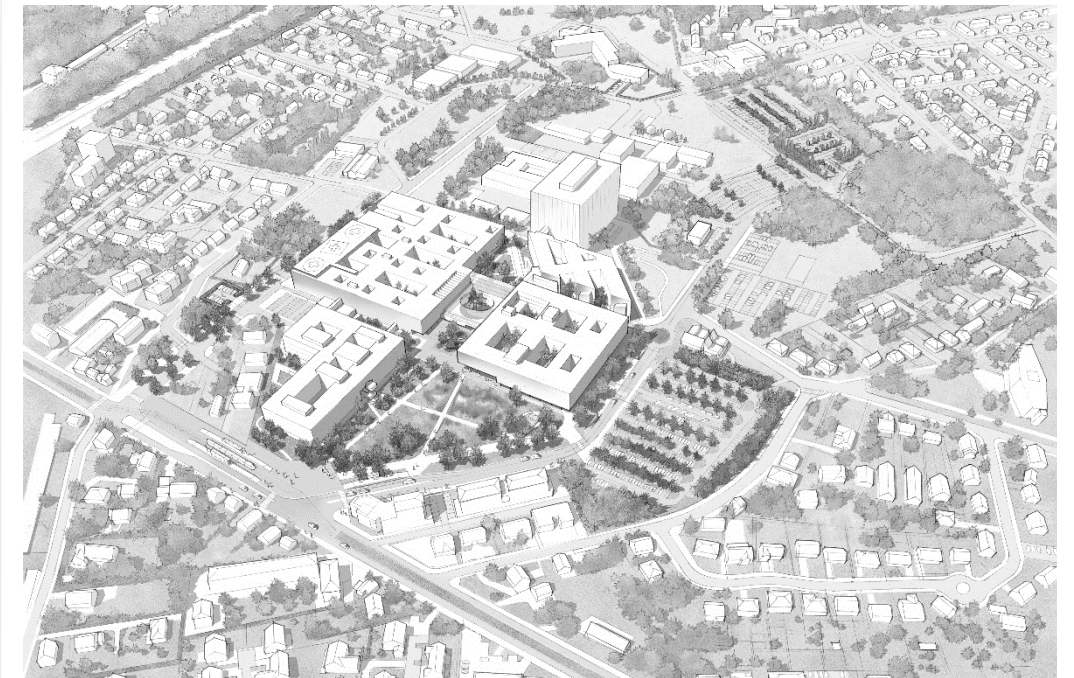
ENVIRONNEMENT

23 rue de Cronstadt - 75015 Paris  
T. +33 1 53 68 93 00 - F. +33 1 53 68 93 11  
aia.environnement.paris@a-i-a.fr

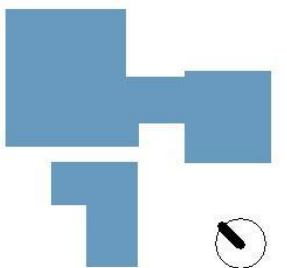


36 rue de Chabrol – 75010 Paris  
[laurence.quichard@locomotion.fr](mailto:laurence.quichard@locomotion.fr)

# CONSTRUCTION DU NOUVEL HÔPITAL TROUSSEAU & NOUVEL HÔPITAL CLOCHEVILLE



## Demande d'autorisation environnementale



A2 – Description de la nature et du volume de l'activité, l'installation, l'ouvrage ou les travaux envisagés

Octobre 2021

Bâtiment	Phase	Numéro	Type doc	Emetteur	Corps d'état	Zone	Niveau	Indice
TPB	AE	2110	NO	TPF	ENV	xxx	xx	A

1 PRESENTATION DE L’OPERATION .....3

1.1 CONTEXTE / OBJECTIFS DU PROJET .....3

1.1.1 CONTEXTE DE L’OPERATION .....3

1.1.2 OBJECTIFS ET INTERET GENERAL DU PROJET .....3

1.1.3 LE SCHEMA DIRECTEUR IMMOBILIER (SDI) .....3

1.1.3.1 ENJEUX DU SDI.....3

1.1.3.2 L’ELABORATION D’UN NOUVEAU SDI EN 2015 POUR RESOUDRE LES DIFFERENTES PROBLEMATQUES OBSERVEES .....3

1.1.3.3 LE PROJET DE RESTRUCTURATION DU CHRU DE TOURS.....4

1.2 CARACTERISTIQUES DU PROJET ET PLANS DES TRAVAUX .....5

1.2.1 UN NOUVEAU QUARTIER HOSPITALIER A ECHEANCE 2030 .....5

1.2.1.1 PREMIERE PHASE DU SDI : LE PROJET NHT/NHC .....5

1.2.1.2 LES PHASES ULTERIEURES.....5

1.2.2 LE PROJET NOUVEL HOPITAL TROUSSEAU ET NOUVEL HOPITAL CLOCHEVILLE .....6

1.2.2.1 PLAN DES NIVEAUX.....6

1.2.2.2 GESTION DES EAUX PLUVIALES .....6

1.2.2.3 AMENAGEMENTS PAYSAGERS .....7

1.3 COMPENSATION ZONE HUMIDE .....8

2 CADRE JURIDIQUE - RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE CONCERNEES .....9

3 MOYENS DE SURVEILLANCE ET D’INTERVENTION .....10

3.1 MODALITES D’INTERVENTION EN PHASE TRAVAUX .....10

3.1.1 PLAN DE CHANTIER .....10

3.1.2 PLAN D’INTERVENTION EN CAS DE POLLUTION ACCIDENTELLE .....10

3.1.3 CONTROLE DES OUVRAGES .....10

3.1.4 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER.....10

3.2 MESURES COURANTES DE SURVEILLANCE ET D’ENTRETIEN DES OUVRAGES .....10

3.2.1 EN PHASE TRAVAUX .....10

3.2.2 A L’ISSUE DES TRAVAUX.....10

3.3 MESURES RELATIVES AUX MOYENS D’INTERVENTION EN CAS D’INCIDENT OU D’ACCIDENT EN PHASE D’EXPLOITATION .....11

3.4 REMISE EN ETAT DU SITE APRES EXPLOITATION .....11

3.5 JUSTIFICATION DU RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES.....11

GLOSSAIRE

A

ARS : Agence Régionale de Santé,

B

BRGM : Bureau de Recherches Géologiques et Minières,

C

CHRU : Centre Hospitalier Régional et Universitaire,  
CLE : Commission Locale de l’Eau,  
COPERMO : Comité interministériel de la performance et de la modernisation de l’offre de soins hospitaliers,  
CPTS : Centre Psychothérapique de Tours Sud,  
CPU : Clinique Psychiatrique Universitaire,

D

DGOS : Direction Générale de l’Offre de Soins,

E

EDF : Electricité de France,  
EHPAD : Etablissement d’Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes,

H

HEB : Bâtiment dédié à l’HEBergement,  
HUGO : Hôpitaux Universitaires du Grand Ouest,

I

IGH : Immeuble de Grande Hauteur,

N

NHB : bâtiment pour les laboratoires et la recherche en Biologie,  
NHC : Nouvel Hôpital Clocheville,  
NHP : Nouvel Hôpital Psychiatrie,  
NHT : Nouvel Hôpital Trousseau,

P

PAGD : Plan d’Aménagement et de Gestion Durable,  
PLU : Plan Local d’Urbanisme,  
PMT : Plateau Médico-Technique,  
PPR : Plan de Prévention des Risques,  
PUI : Pharmacie à Usage Interne,

S

SAGE : Schéma d’Aménagement et de Gestion de l’Eau,  
SCOT : Schéma de Cohérence Territoriale,  
SDAGE : Schéma Directeur d’Aménagement et de Gestion des Eaux,  
SDI : Schéma Directeur Immobilier,  
SRCE : Schéma Régional de Cohérence Ecologique,  
SSR : Soins de Suite et de Réadaptation,

T

TVB : Trame Verte et Bleue,

Z

ZNIEFF : Zone Naturelle d’Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique,  
ZSC : Zone Spéciale de Conservation,  
ZPS : Zone de Protection Spéciale.



# 1 PRESENTATION DE L'OPERATION

## 1.1 CONTEXTE / OBJECTIFS DU PROJET

### 1.1.1 CONTEXTE DE L'OPERATION

Principal établissement public de santé d'Indre-et-Loire, établissement-support du groupement hospitalier de territoire Touraine - Val de Loire, garant pour la région Centre Val-de-Loire des activités de recours, d'enseignement et de recherche, établissement membre des Hôpitaux Universitaires du Grand Ouest (HUGO), le CHRU de Tours voit ses activités actuellement dispersées sur cinq sites cliniques et un site logistique :

- Hôpital Bretonneau (Tours),
- Hôpital Trousseau (Chambray-lès-Tours / Saint Avertin),
- Hôpital pédiatrique Clocheville (Tours),
- Soins de suite réadaptation et EHPAD « L'Ermitage » (Tours),
- Clinique psychiatrique universitaire (Saint-Cyr sur Loire),
- Blanchisserie (Joué-les-Tours).

Une des caractéristiques principales du CHRU est donc son implantation sur un nombre important de sites de poids relatifs très différents, présentant une grande hétérogénéité des structures bâties et une adaptation de ces infrastructures aux activités très variables.

Le site Trousseau, envisagé lors de sa création dans les années 1970 comme devant porter la totalité de l'établissement ainsi que la faculté de médecine, n'a connu que le début de cette vaste opération avec un transfert partiel des activités hospitalières. La faculté de médecine étant restée sur son implantation d'origine, l'hôpital Bretonneau a poursuivi les activités qui y étaient maintenues et a, dans les années 2000, bénéficié d'une très importante opération de rénovation sur place.

L'essentiel du plan directeur immobilier entre 2000 et 2010 a porté sur l'évolution de Bretonneau qui offre aujourd'hui une majorité de bâtiments neufs, répondant globalement à leurs fonctions et satisfaisant en termes de conditions d'hébergement des patients et de conditions de travail des personnels. Cependant, ce site, en centre-ville de Tours, est saturé et fait l'objet de restrictions de développement dans le cadre du Plan de Prévention du Risque Inondation puisque situé entre Loire et Cher (avec une impossibilité de repositionner des lits de sommeils en rez-de-chaussée).

A l'exception de constructions neuves réalisées à Trousseau telles que le bâtiment d'extension (livré en 2004 où sont situées les urgences adultes) et le logipôle, dans le même temps, les structures existantes des sites autres que Bretonneau ont continué à vieillir sans travaux majeurs ni d'adaptation (évolution des attentes de confort) ni de gros entretien-replacement, pour en pérenniser l'usage.

Le confort hôtelier proposé dans la Tour de l'hôpital Trousseau ne correspond plus pour une part des secteurs aux demandes de la patientèle : proportion de chambres individuelles, équipement des cabinets de toilettes, surfaces des chambres. En outre, l'ergonomie des locaux ne correspond plus aux attentes des personnels : défaut de lumière naturelle dans de nombreux locaux de la Tour. Les locaux de l'hôpital Clocheville présentent les mêmes défauts, auxquels s'ajoute la contrainte de réaliser des travaux de désenfumage qui contribueraient encore à accroître l'inadéquation des locaux à l'activité hospitalière. Une problématique similaire est observable dans les locaux de L'Ermitage (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD), Soins de Suite et de Réadaptation (SSR)) ou ceux de la psychiatrie, dispersés sur trois sites.

A l'exception de Bretonneau, l'ensemble des sites cliniques présentent des nécessités de mise en conformité, de modernisation des plateaux techniques et des capacités hôtelières.

Cette dispersion des sites est, en outre, un facteur majeur d'inefficience économique et d'incohérence de certaines prises en charge médicales. Elle ne permet pas un développement optimal des nouvelles modalités d'organisation ambulatoire ou la création de plateaux mutualisés. Par exemple, les AVC hélicoptérés à Trousseau doivent être transportés en ambulance pour être pris en charge au bloc opératoire de neurochirurgie sur Bretonneau, idem pour les enfants sur Clocheville pour toutes les prises en charges urgentes hélicoptérées.

### 1.1.2 OBJECTIFS ET INTERET GENERAL DU PROJET

Le CHRU de Tours envisage une vaste restructuration du site Trousseau et un regroupement des activités sur un même site, le site Trousseau, pour répondre aux nouveaux besoins hospitaliers actuels et futurs. Pour répondre à ces objectifs, le CHRU a souhaité développer un Schéma Directeur Immobilier (SDI). Le SDI permet de garantir une cohérence du fonctionnement global du site au fur et à mesure de la construction des programmes immobiliers.

L'objectif général du projet est d'avoir :

- Un nouvel hôpital en 2030, première pierre d'un schéma directeur organisateur du site,
- Un hôpital qui reflète les nouveaux modes de fonctionnement et de prise de soins du malade,
- Un hôpital qui soit un élément dynamique de la métropolisation tourangelles.

L'ensemble des dispositions présentées ci-après ont fait l'objet d'un dossier « Rapport d'évaluation socio-économique préalable » (RESEP) travaillé de 2015 à 2016 portant sur la restructuration du CHRU de Tours sur deux sites qui a été transmis à l'instance Comité Interministériel de performance et de la modernisation de l'offre de soins (COPERMO) le 2 janvier 2017, validé lors de la séance du 20 avril et a fait l'objet d'une notification de l'accord sur le projet par avis de la Direction Générale de l'Offre de Soins (DGOS) le 27 avril 2017.

### 1.1.3 LE SCHEMA DIRECTEUR IMMOBILIER (SDI)

#### 1.1.3.1 Enjeux du SDI

L'enjeu du SDI est d'inscrire un projet architectural dans un contexte urbain dont on ne connaît pas toutes les composantes aujourd'hui. Il a donc été défini un schéma directeur simplifié sous la forme d'orientations d'aménagement et de programmation spécifiques au site Trousseau formé d'un plan et d'une notice explicative. Cet outil de maîtrise du développement urbain permet la bonne organisation dans le temps des projets de construction, afin que l'hôpital puisse assurer ses missions de soins, de recherches et d'enseignements.

L'enjeu est de penser le site Trousseau dans sa globalité afin :

- D'optimiser le patrimoine foncier et immobilier, en permettre les évolutions avec une programmation de leur devenir : démolition, réhabilitation, reconstruction,
- De garantir le bon fonctionnement du site,
- De tirer parti de l'arrivée structurante du Tramway depuis l'avenue de la République et des évolutions foncières qu'il va générer,
- D'anticiper avec les collectivités les acquisitions foncières indispensables,
- De connecter le NHT avec le nouvel environnement urbain défini par le projet de ZAC (communale de Chambray-les-Tours) sur l'avenue de la République.

Cette approche pragmatique d'ensemble règle la question de la construction d'un nouvel hôpital, et assure une vision urbaine d'ensemble permettant une requalification globale et complète du site, à long terme.

#### 1.1.3.2 L'élaboration d'un nouveau SDI en 2015 pour résoudre les différentes problématiques observées

Les activités de soins adultes du CHRU sont désormais partagées entre deux sites aux caractéristiques très différentes :

- Bretonneau représente 21% du foncier du CHRU, porte 48 % des surfaces construites et 38% des capacités d'hospitalisation,
- Trousseau (Centre Psychiatrique Tours Sud (CPTS) inclus) représente 64 % du foncier du CHRU, porte 32% des surfaces construites et 37% des capacités d'hospitalisation.

Un schéma directeur immobilier a été élaboré en 2015 avec comme objectif d'étudier les conditions de regroupement des activités cliniques du CHRU sur deux sites, en tenant compte des critères fondamentaux requis par les évolutions observables de la politique de santé et les conditions de prise en charge hospitalière des patients :

- Réduction des durées de séjour,
- Importance accrue de la prise en charge ambulatoire en lien avec la médecine de ville,
- Ouverture numérique de l'hôpital sur son environnement,
- Soutenabilité financière de l'investissement projeté.



Dans la mesure où le CHRU est tenu de conserver, à moyen terme, deux sites en raison de la restructuration récente du site de Bretonneau (2003-2009), l'objectif adopté par le projet d'établissement a été de regrouper les activités médicales de façon cohérente :

- Sur le site de Bretonneau, les activités de médecine, cancérologie, gynécologie-obstétrique, SSR, biologie, ainsi qu'un hôpital pédiatrique localisé dans un bâtiment identifié,
- Sur le site de Trousseau, les activités d'urgence, de soins critiques et de chirurgie, ainsi que les activités de psychiatrie.

Enfin, dans la perspective d'améliorer son efficacité, l'établissement a fixé parmi les supports de réflexion, le regroupement des plateaux techniques.

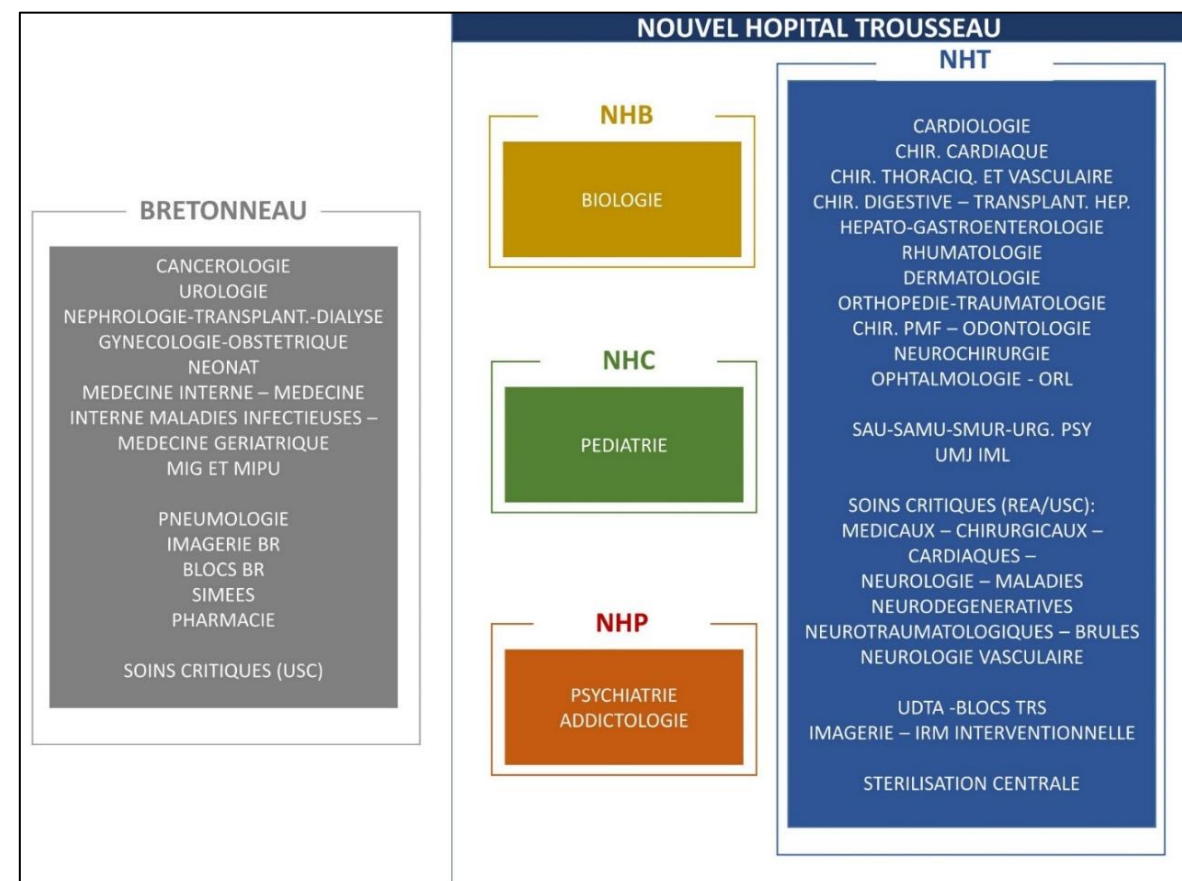
### 1.1.3.3 Le projet de restructuration du CHRU de Tours

Le schéma auquel le CHRU est parvenu porte sur **une restructuration comportant plusieurs opérations majeures pouvant être déroulées simultanément, avec sur le site Trousseau :**

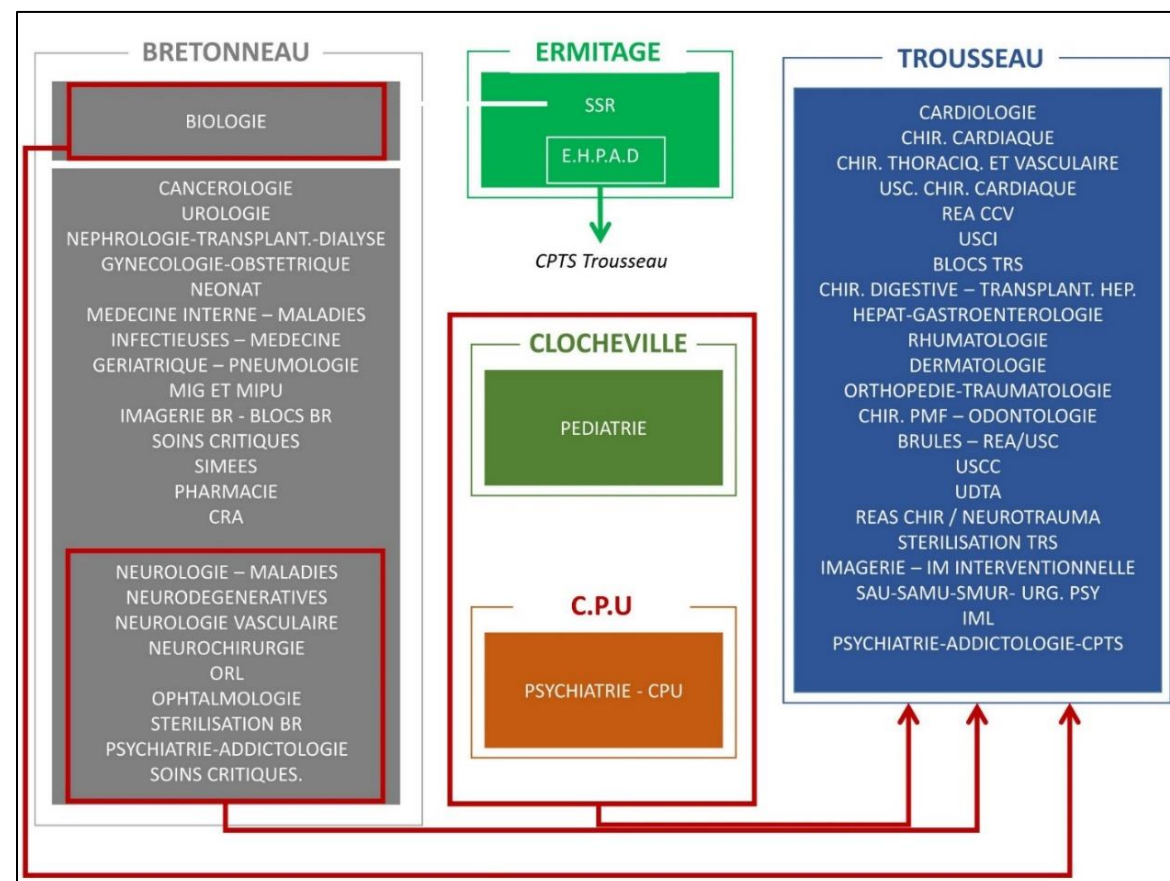
- La construction du Nouvel Hôpital Trousseau, bâtiment d'hébergement (HEB) et plateau médico-technique (PMT) permettant d'accueillir les activités d'urgences, de soins critiques et de chirurgie,
- Construction du Nouvel Hôpital Clocheville (NHC), bâtiment d'hébergement et plateau médico-technique entièrement dédié à la pédiatrie,
- Construction d'un bâtiment pour la centralisation des activités du Laboratoire de Biologie Médicale du CHRU (NHB), qui sera couplé au Bâtiment de Recherche Universitaire en biologie porté par l'Université de Tours,
- Construction d'un bâtiment pour les activités de psychiatrie en hospitalisation complète (NHP), par regroupement des activités de Bretonneau (Psy D), de Trousseau (CPTS) et de la Clinique Psychiatrique Universitaire (CPU) de Saint-Cyr sur Loire.

Puis sur le site Bretonneau, après réalisation des opérations citées ci-dessus :

- Transfert de l'activité de SSR de l'Ermitage sur le site de Bretonneau (l'activité d'EHPAD étant transférée sur le centre hospitalier de Luynes) dans le bâtiment libéré par le transfert des activités de chirurgie de Bretonneau vers Trousseau (B3).



Transfert des services sur les sites Trousseau et Bretonneau



Organisation actuelle des services



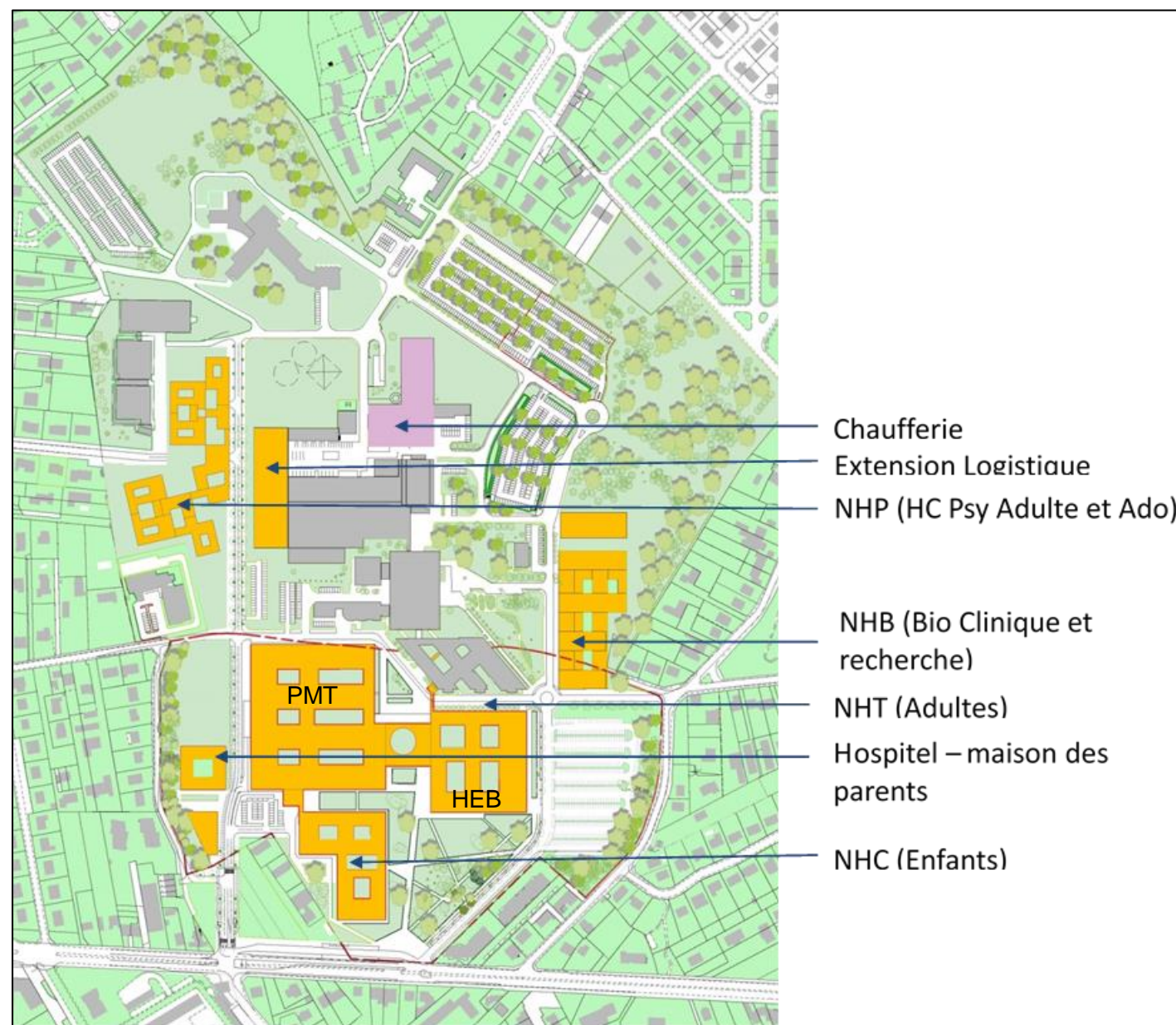
Les opérations immobilières du schéma directeur, horizon 2026



## 1.2 CARACTERISTIQUES DU PROJET ET PLANS DES TRAVAUX

### 1.2.1 UN NOUVEAU QUARTIER HOSPITALIER A ECHEANCE 2030

L'étude d'un Schéma Directeur Immobilier à l'échelle du site anticipe le développement de ce territoire avec l'accueil de programmes complémentaires. En effet, avec la construction du Nouvel Hôpital Trousseau (NHT), du Nouvel Hôpital Clocheville (NHC) et les laboratoires et la Recherche en Biologie (NHB), les fonctions logistiques (logipôle) feront l'objet d'une restructuration-extension afin de satisfaire aux besoins fonctionnels du site. Le regroupement des psychiatries fera aussi l'objet d'une reconstruction sur le site (NHP).



Perspective d'organisation du site (source : CHRU de Tours)

#### 1.2.1.1 Première phase du SDI : le projet NHT/NHC

Le renouveau hospitalier du site de Trousseau concerne, en première phase, la construction des bâtiments suivants :

- **Nouvel Hôpital Trousseau (NHT)** : construction d'un bâtiment d'accueil de patients adultes d'une capacité de 572 lits et 71 places complétées des activités de plateau technique et chirurgicales (77 000 m²) :
  - Les Urgences adultes, l'Unité médico-judiciaire, l'Institut médico-légal et une hélistation en toiture,
  - Un plateau technique opératoire et ambulatoire,
  - Des soins critiques de réanimation médico-chirurgicale,
  - Un plateau d'imagerie,
  - La stérilisation centrale,
  - Les unités d'hospitalisation, reprenant l'ensemble des services actuels de Trousseau, ainsi que les services du pôle Tête et Cou en provenance de Bretonneau,
  - Les consultations d'orthopédie et d'ophtalmologie,
- **Nouvel Hôpital Clocheville (NHC)** de pédiatrie : construction d'un bâtiment dédié à l'ensemble des activités médicales et chirurgicales pédiatriques (20 500 m²).

Ce projet a fait l'objet d'un concours de maîtrise d'œuvre lancé par le CHRU en octobre 2018 qui a permis la sélection du cabinet d'architectes AIA.

Il s'étend sur un peu plus de 11 ha.

#### 1.2.1.2 Les phases ultérieures

Il sera complété par la construction du bâtiment permettant le regroupement des **activités de psychiatrie (NHP)** d'environ 14 200 m² pour accueillir 10 unités de 18 lits adultes, 12 lits adolescents et une unité pour des moyens séjours d'évaluation des troubles du spectre de l'autisme. Le CHRU en est au stade de la rédaction du programme et a réalisé une étude faisabilité de ce projet. L'objectif est de lancer une processus d'attribution d'un marché de conception réalisation en septembre 2021.

Le **bâtiment du Logipôle** fera l'objet d'une extension d'environ 3 500 m² qui lui permettra d'accueillir les activités de pharmacie de Clocheville, de réaménager les activités de gestion de la logistique hôtelière et de créer un point central de regroupement des déchets.

A un horizon plus lointain, l'est du site verra l'arrivée d'un **nouveau bâtiment pour les laboratoires et la recherche en Biologie (NHB)**. Ce bâtiment d'environ 20 à 25 000 m² est en phase de programmation. Il présente la particularité de faire l'objet d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage entre le CHRU de Tours et l'Université de Tours, ce bâtiment visant à regrouper des laboratoires de clinique et de recherches en biologie en facilitant les échanges entre les branches hospitalières et universitaires dans ce domaine.

Au sud-ouest du site est positionné dans la représentation de l'aménagement du site ci-contre, l'intention de voir apparaître un projet résidentiel qui vise à permettre l'accueil de patients qui ne nécessitent pas de soins en pré ou post opératoire dans un lieu de résidence autour de leur séjour hospitalier (Hospitel) ou d'accueillir les familles de malades hospitalisés (Maison des Parents). L'idéal serait que l'ouverture de ces bâtiments ne soit pas trop éloignée de l'ouverture du NHT et NHC car ce sont des compléments utiles dans l'accompagnement des patients et de leurs familles. Ce projet ne sera pas porté par le CHRU.

Dernier projet figurant sur ce schéma directeur 2026, le développement d'une chaufferie centrale au nord du site. Ce projet est porté en étude par Tours Métropole Val de Loire.

La tour du CHRU ne sera pas démolie à moyen terme, au regard des coûts engendrés par cette destruction estimée à ce jour entre 20 et 30 M€.



## 1.2.2 LE PROJET NOUVEL HOPITAL TROUSSEAU ET NOUVEL HOPITAL CLOCHEVILLE

### 1.2.2.1 Plan des niveaux

#### a) Plan rez-de-chaussée

Les rez-de-chaussée du NHT et du NHC accueillent principalement les fonctions d'urgences et de diagnostic à l'attention des patients. Ils sont complétés de quelques fonctions supports de la logistique hospitalière.

Dans le détail et pour chacune des entités :

#### Nouvel Hôpital Trousseau :

- Urgences adultes,
- Imagerie médicale,
- Médecine nucléaire,
- Admissions,
- Consultations d'orthopédie,
- Consultation d'Ophtalmologie,
- SMUR,
- Enseignement.

#### Nouvel Hôpital Clocheville :

- Urgences pédiatriques,
- Imagerie médicale,
- Admissions,
- Consultations.

#### b) Plan niveau 1

Les niveaux 1 accueillent les blocs opératoires des deux hôpitaux alliés aux unités de Chirurgie Ambulatoire. Un Stroke Center sur le NHT permettra d'accueillir des patients victimes d'accidents vasculaires cérébraux avec des liaisons directes vers les urgences adultes, au rez-de-chaussée, et l'hélistation située en toiture.

Du côté de l'hôpital pédiatrique, les services de réanimation et de soins intensifs s'implantent au plus près du bloc opératoire et à l'aplomb des urgences. Ce niveau est complété par l'unité d'oncologie pédiatrique.

#### Nouvel Hôpital Trousseau :

- Blocs opératoires,
- Unité de Chirurgie Ambulatoire,
- Stroke Center,
- Unité de Médecine ambulatoire,
- 4 unités d'hospitalisation.

#### Nouvel Hôpital Clocheville :

- Bloc opératoire,
- Unité de Chirurgie Ambulatoire,
- Unité de réanimation et de soins intensifs,
- Service d'oncologie pédiatrique.

#### c) Plan niveau 2

Les niveaux 2 abritent principalement des unités d'hébergement côté NHT et NHC avec du tertiaire médical et une unité ambulatoire côté NHC. Côté NHT, les surfaces situées à l'aplomb des blocs opératoires et sous les services de réanimation du niveau 3 sont principalement dédiées aux locaux techniques de ces services. Elles sont complétées par les surfaces de la stérilisation centrale, des ateliers du service Biomédical et par le Foyer de Garde avec ses chambres.

#### Nouvel Hôpital Trousseau :

- Stérilisation centrale,
- Ateliers bio-médicaux,
- Locaux techniques du bloc et de la réanimation,
- 5 unités d'hospitalisation.

#### Nouvel Hôpital Clocheville :

- Hôpital de jour pédiatrique,
- Unité d'hospitalisation pédiatrique,
- Tertiaire médical.

#### d) Plan niveau 3

Les niveaux 3 abritent principalement des unités d'hébergement côté NHT et NHC avec du tertiaire médical et une unité de pédopsychiatrie côté NHC. Côté NHT, 4 unités de réanimations et de soins intensifs se déploient sur l'ensemble du niveau.

En vis-à-vis, les bâtiment d'hébergement accueille 5 unités d'hospitalisations.

#### Nouvel Hôpital Trousseau :

- Réanimation et soins intensifs,
- 5 unités d'hospitalisation.

#### Nouvel Hôpital Clocheville :

- Unité d'hospitalisation pédiatrique,
- Unité de pédopsychiatrie,
- Tertiaire médical.

#### e) Plan sous-sol

Les niveaux des sous-sols accueillent les principaux locaux de la logistique en liaison avec un quai logistique, situé sous le plateau médico-technique du NHT, et en liaison avec la galerie logistique menant au logipôle.

Un parking d'environ 800 places est situé sous le hall et les hébergements du NHT. Il permettra au public de trouver des points d'accès au plus près des halls du NHT et du NHC.

#### Nouvel Hôpital Trousseau :

- Quai + aire logistique,
- Locaux logistiques,
- Vestiaire du personnel,
- Parking 800 places.

#### Nouvel Hôpital Clocheville :

- Vestiaire du personnel,
- Locaux technique,
- Locaux logistiques.

### 1.2.2.2 Gestion des eaux pluviales

La compensation à l'imperméabilisation du site par le projet de construction des Nouvel Hôpital Trousseau et Nouvel Hôpital Clocheville est prise en compte par la mise en place de 10 bassins de rétention collectant les eaux de ruissellement des voiries, des espaces verts, des parvis et des toitures, afin de contrôler le débit de fuite, conformément au règlement du Plan Local d'Urbanisme (PLU) communal et au règlement métropolitain de gestion des eaux pluviales, avant rejet dans le réseau existant.

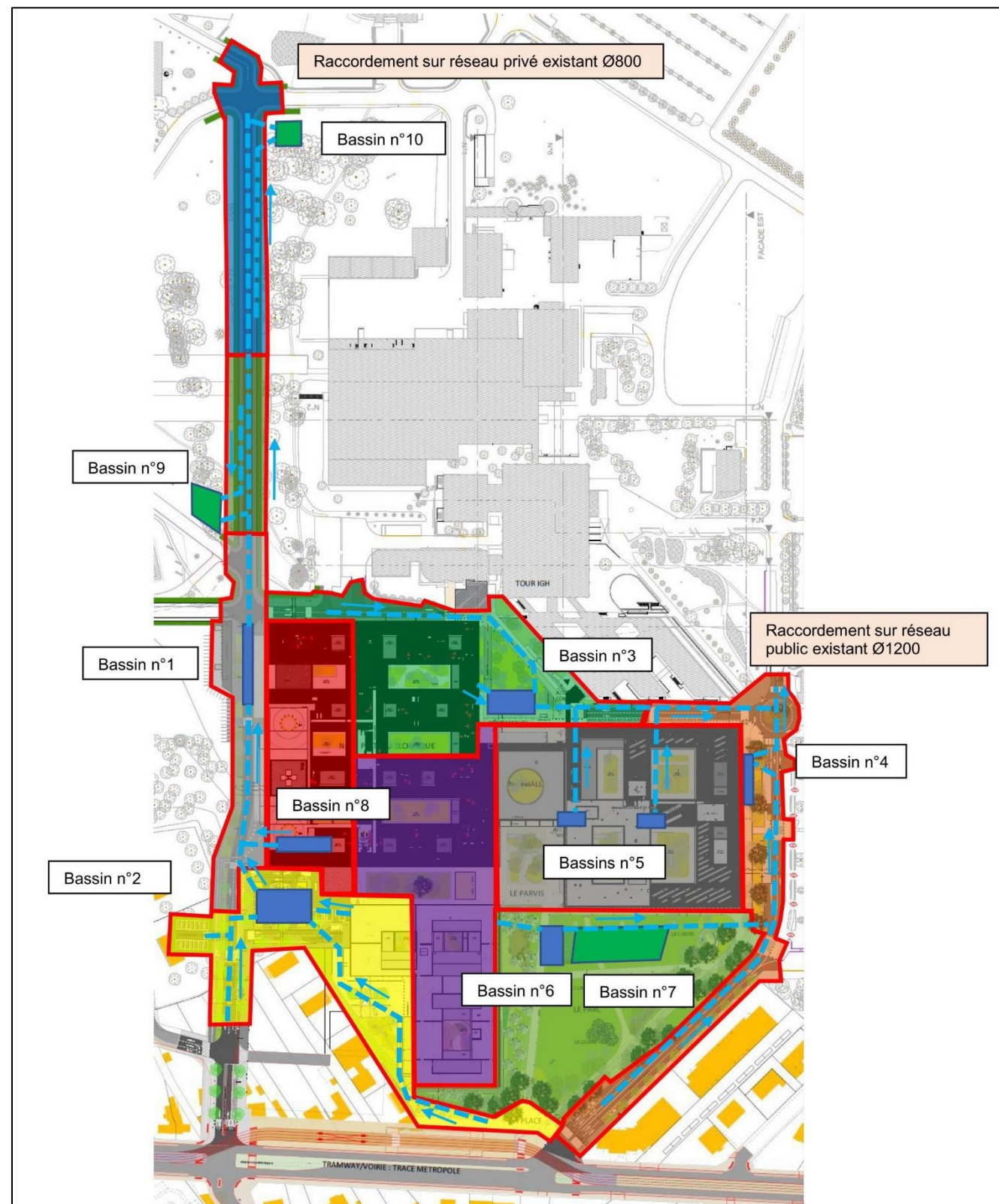
Le bassin n°7 sera réalisé sous la forme d'une prairie humide située au plus près du bâtiment « Hébergement », permettant de recueillir les eaux de surface des cheminements.

Cette prairie se remplira dès la première goutte de pluie sans passer par le bassin enterré situé sous la prairie humide. Les eaux récoltées lors des pluies « vicennales » seront temporairement stockées sur une hauteur de 23,6 cm maximum par débordement du bassin enterré.

Afin de limiter l'impact du projet sur la qualité des eaux de surface, les eaux de ruissellement des aires de dépotage des camions citerne avitaillant les cuves de kérosène dédiées aux hélicoptères de secours et les cuves de fuel des groupes électrogènes, ainsi que des aires de stationnement et de décollage des hélicoptères implantées sur le toit du PMT, seront traitées par des séparateurs à hydrocarbures préalablement au rejet dans les réseaux généraux d'eaux pluviales du concessionnaire. Ces séparateurs à hydrocarbures permettront un rejet résiduaire inférieur ou égal à 5 mg/l.

***Le principe de gestion des eaux pluviales pour l'ensemble du SDI sera le même que celui présenté dans le présent dossier, mais le détail des rétentions n'est pas connu à ce jour.***





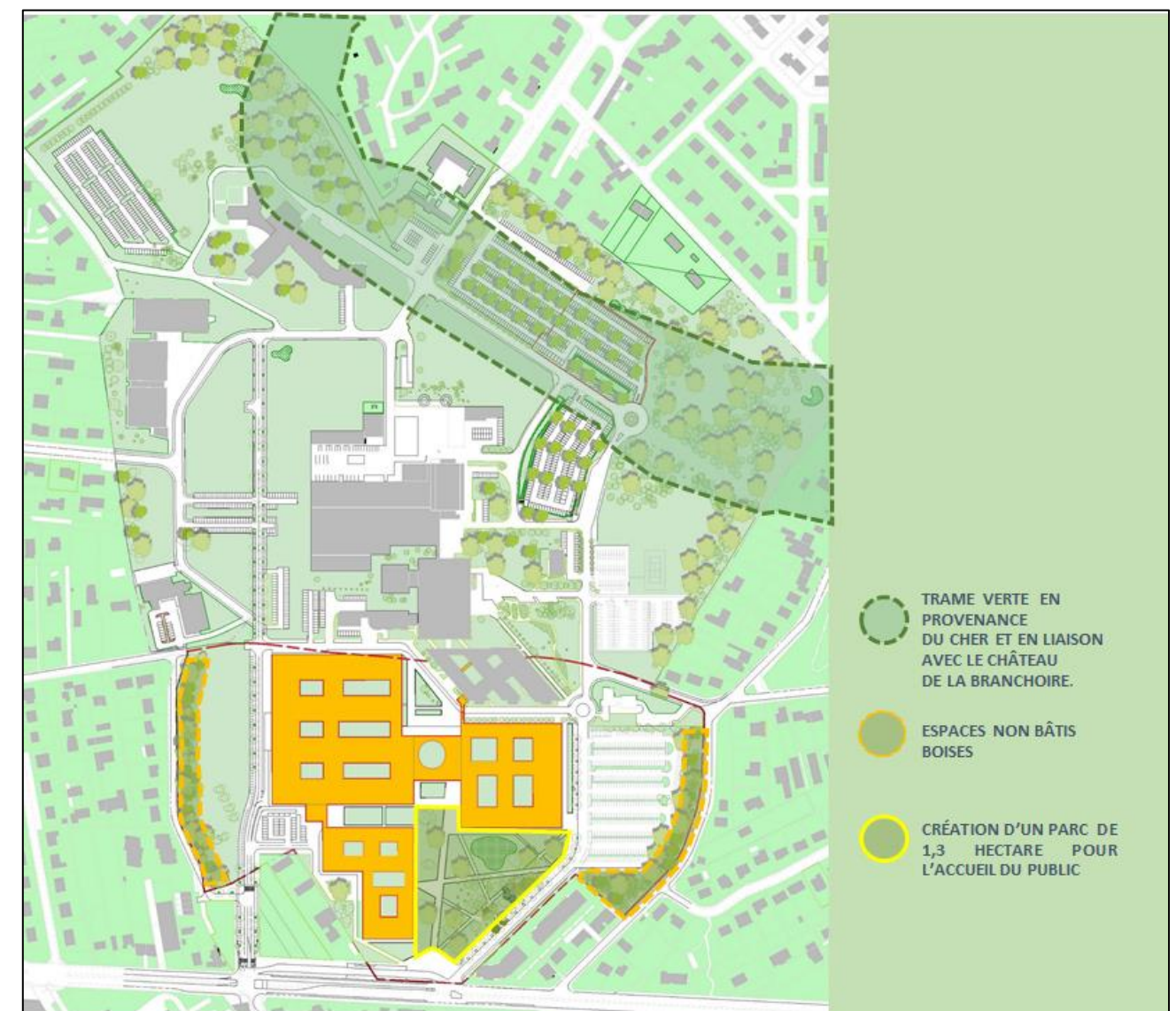
Plan de principe de gestion des eaux pluviales

### 1.2.2.3 Aménagements paysagers

#### a) Renforcement de la trame verte

Un corridor planté sera créé au nord du site et permettra de relier le plateau dégagé avec l'amorce au nord d'un vallon en direction du Cher à la butte aux boisements classés qui annonce le parc autour du château dont la colline domine l'ensemble du site et au patrimoine arboré qui parsème les abords du CHRU. Ces éléments seront reliés dans une seule promenade continue, accessible sur le plus long parcours possible et support d'activités, sportives par exemple. Il convient au travers de grands espaces libres, avec leur vallonnement, de préserver également les perspectives dégagées qui existent aujourd'hui et permettent de mesurer les dimensions du site.

Les espaces boisés situés au sud-ouest et sud-est du site seront développés en prairie avec arbres, où seront plantés des arbustes et autres essences arborées pour diversifier la palette végétale et avoir plusieurs strates : herbacées, arbustives et arborées. Ces essences seront adaptées au contexte local et peu consommatrices d'eau.



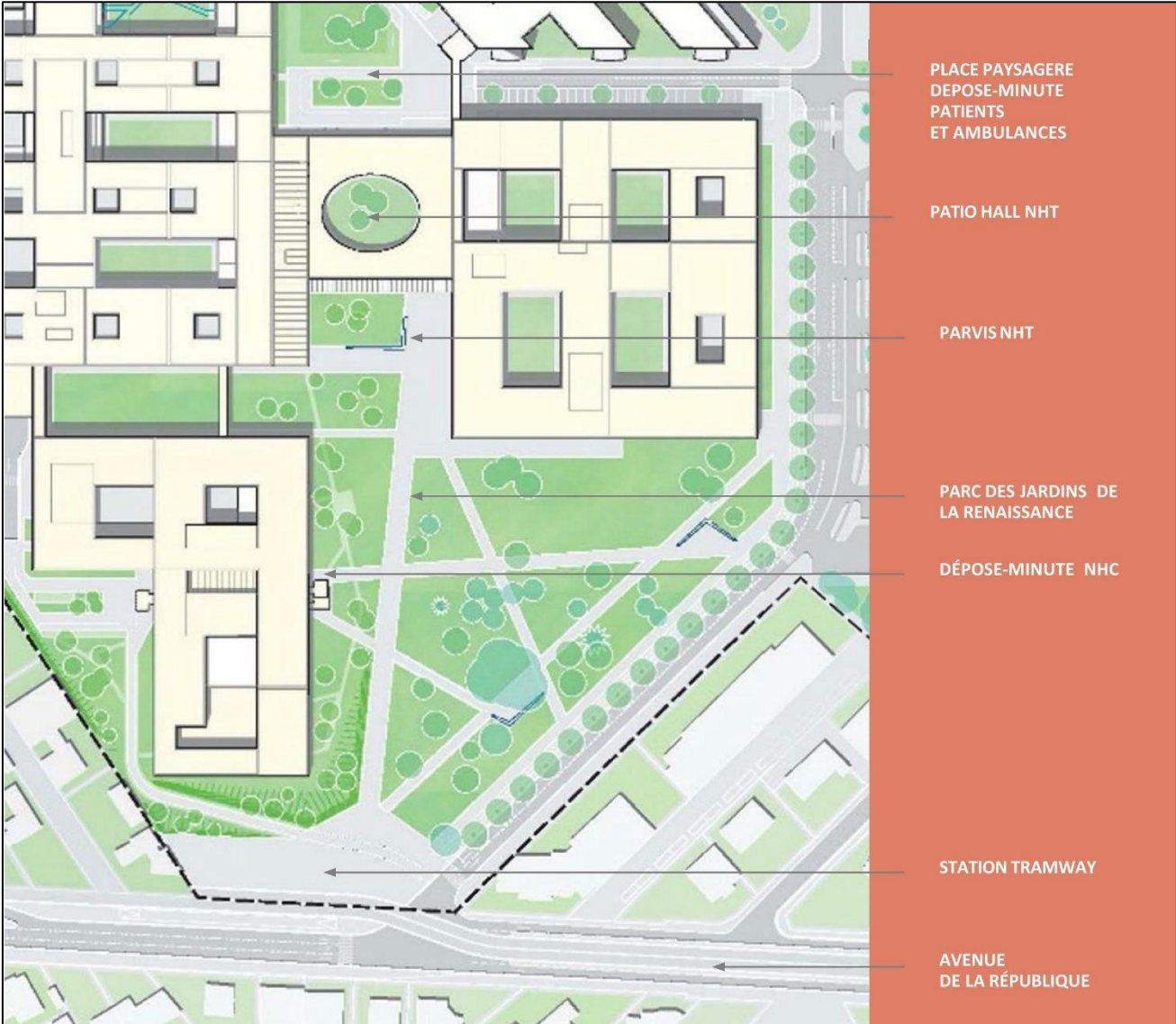
Trame verte du CHRU (source : CHRU de Tours)



b) Les jardins de la renaissance

La perception de l'hôpital de demain, depuis l'avenue de la République, se fera au travers d'un premier plan paysager, les jardins de la renaissance, ou parvis-parc. Ce parc de plus d'un hectare facilitera l'accès aux halls des deux principales entités du NHT et du NHC, et il contribuera à apaiser patients et visiteurs lors de leur arrivée à l'hôpital.

Il constituera un lieu de détente, de ressourcement essentiel et d'amenité pour les rencontres et interactions sociales pour le public et la communauté médicale. Il constituera un espace de rééducation fonctionnelle pour les patients en convalescence, et un lieu d'activité physique pour tous.



Les jardins de la renaissance (source : CHRU de Tours)

1.3 COMPENSATION ZONE HUMIDE

Dans le cadre de la définition du projet, le maître d'ouvrage a veillé à éviter les secteurs à enjeux identifiés sur le site. Toutefois, il n'a pas été possible de préserver la prairie hygrophile d'une surface de 0,37 ha, humide sur le critère sol. Cet habitat ne présente aucune fonctionnalité caractéristique de zones humides en surface. Ainsi, en termes de compensation, le choix s'est porté sur l'amélioration de l'accueil d'espèces végétales et animales caractéristiques de zones humides fonctionnelles sur le site de l'hôpital.

MCZH		Définition de la compensation des zones humides impactées
Objectif(s)		L'objectif de cette mesure est de compenser la destruction de 0,37 ha de prairie hygrophile humide sur le critère sol.
Communautés biologiques visées		Ensemble des habitats naturels, ensemble des groupes de faune et de flore
Localisation		<div><p>La carte montre le site de l'hôpital de Tours, avec les zones humides impactées en rouge et les zones compensées en vert. Les zones compensées sont situées à l'est du site, dans la zone de la prairie hygrophile. La carte est accompagnée d'une légende et d'un titre : 'Compensation des zones humides impactées par le projet'.</p></div>
Acteurs		Cette mesure sera menée sous la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage et sous la surveillance du maître d'œuvre, par un écologue.
Modalités de mise en œuvre		<p><b>Création d'une prairie humide sur le parvis-parc (cf. mesure MCO01).</b> La prairie humide permettra de diversifier la palette végétale en intégrant des espèces de milieux humides et d'offrir un habitat de chasse et de reproduction à des libellules, un lieu d'abreuvement pour tous les groupes de faune et un lieu de chasse pour les insectivores, oiseaux et chauves-souris notamment. La création de cette prairie d'une surface de 820 m² entrera dans la compensation <i>in situ</i> de destruction de zones humides.</p> <p><b>Création de quatre mares à l'est du site (cf. mesure MCO02).</b> Quatre mares de surface et de forme différentes seront créées. Cela permettra le développement d'une flore caractéristique de zones humides grâce à la végétalisation qui sera faite et à l'implantation spontanée de flore. Ces milieux permettront d'offrir un milieu écologique fonctionnel pour accueillir la faune inféodée aux mares, amphibiens et insectes principalement, mais aussi un territoire d'alimentation pour les oiseaux, les mammifères dont les chauves-souris. La création de ces 4 mares d'une surface de 830 m², de 320 m², de 350 m² et de 680 m² entrera dans la compensation <i>in situ</i> de destruction de zones humides à hauteur de 2 180 m².</p> <p>Les modalités d'aménagement sont précisées dans les fiches présentées ci-dessous.</p> <p>Ainsi, la création de ces différents types de zones humides vient compenser 3 000 m² de zones humides impactées. Compte-tenu du fait que la friche hygrophile impactée est humide uniquement sur le critère sol et qu'elle ne présente pas de fonctionnalité écologique caractéristique de milieux humides de surface (espèces végétales ou animales), les milieux créés apporteront un réel gain fonctionnel des milieux humides sur le site. Ce type de milieux était absent du site de l'hôpital, ainsi cette mesure est particulièrement pertinente dans l'amélioration de la fonctionnalité du site au sein même de la trame verte et bleue locale.</p>



	La stratégie de compensation proposée respecte donc la réglementation du SDAGE Loire-Bretagne au niveau surfacique* et les actions proposées apporteront un gain de biodiversité.  *Il a été acté avec les services de la DDT 37 lors de la réunion du 11/10/2021 que compte-tenu de la faible fonctionnalité de la zone humide impactée, la compensation serait à hauteur de 80 % de la surface impactée.
Planning	Le suivi de l'efficacité de la mesure sera assuré par un écologue qui produira un rapport à l'issue des travaux. En phase d'exploitation, lors du suivi du parvis-parc, au cours d'un passage en mai-juin les années de suivi, les espèces de faune et de flore présentes seront relevées.
Suivis de la mesure	L'écologue devra vérifier à n+1, n+2, n+3, n+5, n+10, puis tous les 5 ans pendant toute la durée du projet, si les mesures préconisées correspondent aux pratiques réalisées tout au long de l'exploitation afin de prévoir des ajustements ou adaptations si nécessaires.
esures associées <sup>1</sup>	MCO01 : Aménagement écologique du parvis-parc MCO02 : Création d'un réseau de mares MSU02 : Suivi de l'efficacité des mesures en phase d'exploitation

## 2 CADRE JURIDIQUE - RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE CONCERNEES

Les articles L. 214-1 à L. 214-11 du Code de l'Environnement, les articles R. 214-1 à R. 214-60 du même code relatifs aux procédures d'autorisation et de déclaration, et la nomenclature des opérations soumises à déclaration ou à autorisation inscrite à l'article R. 214-1 instaurent une gestion globale quantitative et qualitative de l'eau.

Le présent dossier s'inscrit dans le cadre de ces éléments juridiques.

Sur le site Trousseau, le CHRU couvre une emprise d'environ 38 ha et sa réalisation étant antérieure à 1992, il bénéficie de l'antériorité au titre de la Loi sur l'Eau.

Le projet NHT/NHC, première phase du SDI couvre lui une superficie d'environ 11 ha.

Le projet rentre dans les catégories suivantes de la nomenclature de l'article R. 214-1 du Code de l'Environnement.

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique Loi sur l'Eau	Caractéristiques du projet	Classement
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondante à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant <b>1° Supérieure ou égale à 20 ha (A)</b> 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	La surface du Schéma Directeur Immobilier est de <u>38 ha</u> . Aucun bassin versant amont n'est intercepté.	<b>Autorisation</b>
3.3.1.0.	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° supérieure ou égale à 1 ha (A) 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha...(D)	L'ensemble du SDI impacte 0,37 ha de friche hygrocline.	<b>Déclaration</b>

Le projet est donc soumis à autorisation au titre de la Police de l'Eau.

A noter que le Schéma Directeur Immobilier du CHRU de Tours est soumis à étude d'impact au titre de la rubrique 39 en application de l'article R122-2 du code de l'environnement :

« b) Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est supérieur ou égal à 10 ha »

Celle-ci constitue la pièce n°4 du présent dossier de demande d'autorisation environnementale.

- **Respect de l'arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides**

Prescriptions	Justifications du respect
Article 1	La zone considérée comme humide dans le cadre du projet a été caractérisée selon le critère 1° de l'arrêté.
Article 2	Des relevés pédologiques ont été réalisés, selon les protocoles définis aux annexes 1 et 2 de l'arrêté.
Article 3	Le périmètre de la zone humide a été délimité au plus près des points de relevés répondant aux critères relatifs aux sols. Ces espaces ont été identifiés directement à partir de relevés pédologiques, ce périmètre s'appuie donc sur le niveau de nappe phréatique, ou sur la courbe topographique correspondante.
Article 4	/

<sup>1</sup> Le détail de ces mesures est présenté dans l'étude d'impact inséré dans le présent dossier.





## 3 MOYENS DE SURVEILLANCE ET D'INTERVENTION

*Nota : aucun arrêté de prescriptions générales ne s'applique aux rubriques 2.1.5.0. et 3.3.1.0. de la nomenclature.*

### 3.1 MODALITES D'INTERVENTION EN PHASE TRAVAUX

#### 3.1.1 PLAN DE CHANTIER

Il est ici précisé que la durée du chantier sera d'environ 8 ans.

Le maître d'ouvrage établira un plan de chantier comprenant un planning, visant, le cas échéant, à moduler dans le temps et dans l'espace la réalisation des travaux et ouvrages en fonction :

- Des conditions météorologiques,
- De la sensibilité de l'écosystème et des risques de perturbation de son fonctionnement,

En outre, le plan de chantier précisera la destination des déblais et remblais éventuels ainsi que les zones temporaires de stockage.

#### 3.1.2 PLAN D'INTERVENTION EN CAS DE POLLUTION ACCIDENTELLE

Le maître d'ouvrage élaborera et transmettra (au plus tard 15 jours avant le début des travaux) à la DDT d'Indre-et-Loire un plan d'intervention en cas de pollution accidentelle sur le chantier.

Celui-ci définira :

- Les modalités de récupération et d'évacuation des substances polluantes ainsi que le matériel nécessaire au bon déroulement de l'intervention (sacs de sable, pompe, bas de stockage...),
- Un plan d'accès au site, permettant d'intervenir rapidement,
- La liste des personnes et organismes à prévenir en priorité (service de la Police des Eaux, Protection Civile, ARS, maître d'ouvrage...),
- Le nom et le téléphone des responsables du chantier et des entreprises spécialisées pour ce genre d'intervention,
- Les modalités d'identification de l'incident (nature, volume des matières concernées...).

Pendant toute la durée d'intervention, l'entreprise met en œuvre les moyens techniques afin de récupérer ou circonscrire tout écoulement accidentel suite aux opérations (pompes mobiles pour les liquides, matières absorbantes pour hydrocarbures de type granulés, coussins ou tapis absorbant,...).

En cas d'accident ou de situation susceptible de modifier le bon déroulement des travaux, l'entreprise de travaux interrompt immédiatement les opérations et prend les dispositions nécessaires afin de limiter les effets sur le milieu et éviter qu'ils ne se reproduisent.

Le responsable du chantier avertira, dès constatation, le maître d'ouvrage qui engagera ensuite le processus d'alerte et d'intervention.

#### 3.1.3 CONTROLE DES OUVRAGES

Un contrôle de l'état des installations de chantier provisoires sera effectué tous les 15 jours durant la durée du chantier par l'entreprise en charge du chantier. Un curage et un nettoyage seront déclenchés dès que nécessaire.

Le stock de matériel absorbant sera vérifié au démarrage du chantier et complété si besoin.

#### 3.1.4 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER

Sans objet : les installations de chantiers seront implantées hors zone inondable.

### 3.2 MESURES COURANTES DE SURVEILLANCE ET D'ENTRETIEN DES OUVRAGES

#### 3.2.1 EN PHASE TRAVAUX

Au sein de l'entreprise de travaux, une personne responsable du suivi de la totalité du chantier sera désignée et sera présente afin de veiller au bon déroulement des travaux et à la production d'un rapport journalier d'intervention rappelant les temps de travaux, les arrêts (et leurs causes) ainsi que les difficultés rencontrées.

Le responsable de l'entreprise de travaux tient à jour un registre de chantier, sur lequel il consigne :

- Les informations nécessaires à justifier de la bonne exécution du plan prévisionnel des opérations,
- Les jours et heures de travail effectifs,
- Les conditions météorologiques,
- Tout évènement susceptible d'affecter le déroulement des opérations.

Ce registre est tenu en permanence à disposition du service de la Police de l'Eau.

A l'issue du chantier, le déclarant adresse au service chargé de la Police de l'Eau un document de synthèse comprenant :

- Les informations précitées,
- Les résultats des suivis et analyses éventuels,
- Une note de synthèse sur le déroulement de l'opération.

Par ailleurs, le responsable des travaux est tenu de surveiller quotidiennement l'évolution hydrologique du bassin-versant drainé, ceci en vue de prévenir les risques liés à un apport d'eau de ruissellement inhabituel.

#### 3.2.2 A L'ISSUE DES TRAVAUX

Les ouvrages prévus par le projet seront entretenus afin de maintenir la pérennité de leur fonction, par le pétitionnaire ou par un prestataire de services. Toute action relative à l'entretien des ouvrages sera consignée dans un cahier de suivi dans le but de :

- Consigner les interventions effectuées ;
- Planifier les actions futures ;
- Noter les anomalies.

Les moyens de surveillance seront ceux mis en œuvre habituellement sur des ouvrages de collecte des eaux pluviales :

- Entretien régulier (tous les ans) des bassins de rétention, des grilles, des noues de récupération et du réseau enterré,
- Intervention technique rapide suite à un incident.

Les principes généraux d'entretien des bassins consistent à tondre les pelouses, ramasser des feuilles à l'automne et des détritrus d'origine humaine pour les bassins à ciel ouvert. Pour les autres ouvrages hydrauliques, ils consistent à :

- Dégager les flottants et objets encombrants s'accumulant devant les grilles, les clapets et autres singularités,
- Remplacer les pièces usagées et entretenir les organes mécaniques (graissage...),
- Nettoyer par aspiration des matières en suspension dans les bassins enterrés,
- Prévenir et lutter contre la corrosion, vérifier les étanchéités (vanne anti-pollution plus particulièrement).

Ces moyens de surveillance permettent de vérifier le bon fonctionnement du réseau d'assainissement pluvial de manière régulière et d'éviter la formation de dépôts ou d'embâcles susceptibles de limiter la capacité du réseau et de créer un débordement.

Un cahier d'entretien sera mis en place par le maître d'ouvrage ou l'entreprise qui réalisera les travaux d'entretien, et tenu à la disposition du service de la police de l'eau.

L'utilisation de produits chimiques au sein des espaces verts servant à la gestion des eaux pluviales est à proscrire. Aussi, pour les avaloirs du réseau d'eaux pluviales, il sera préféré une action mécanique, thermique, voire biologique.

L'utilisation de produits phytosanitaires est également à proscrire pour l'entretien des espaces publics (espaces verts, chemins et réseaux viaries).



Nature des intervention	Fréquence d'intervention
Vérification du bon état de fonctionnement des organes mécaniques (clapets, vannes...) et graissage de la vanne de confinement	Après chaque orage ou averse importante
Tonte	1 fois par an
Curage des ouvrages	1 curage / semestre 1 remplacement de filtres / an

*Préconisations d'entretien et de suivi des dispositifs d'assainissement*

- **Suivi de la mesure de compensation zone humide**

Un écologue vérifiera à n+1, n+2, n+3, n+5, n+10, puis tous les 5 ans pendant toute la durée du projet, si les mesures préconisées correspondent aux pratiques réalisées tout au long de l'exploitation afin de prévoir des ajustements ou adaptations si nécessaires.

**3.3 MESURES RELATIVES AUX MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'INCIDENT OU D'ACCIDENT EN PHASE D'EXPLOITATION**

Les ouvrages de rétention prévus comporteront une vanne de confinement pour la rétention d'une éventuelle pollution accidentelle. Des dispositions rapides seront alors prises afin de curer le linéaire d'ouvrage souillé (récupération et renouvellement des modules enterrés). La rapidité d'intervention, dont dépend la qualité de protection des milieux et usages aval, est subordonnée à l'efficacité de surveillance et à l'organisation d'un réseau d'alerte.

De plus, un séparateur à hydrocarbures est prévu afin de traiter les eaux de ruissellement des zones à risque en amont des rejets.

**3.4 REMISE EN ETAT DU SITE APRES EXPLOITATION**

Sans objet.

**3.5 JUSTIFICATION DU RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES**

Sans objet : les rubriques 2.1.5.0. et 3.3.1.0. ne font l'objet d'aucun arrêté de prescriptions générales.